



PROSPECTUS

(établi en application des articles 211-1 à 216-1 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers)

mis à la disposition du public à l'occasion de l'émission et de l'admission de

TITRES SUBORDONNES REMBOURSABLES A TAUX FIXE

d'un montant nominal de 203 000 000 euros

6,00 % juin 2009 / juin 2019
garantis par Crédit Agricole S.A.

(code valeur : FR0010762781)

Le taux de rendement actuariel de cette émission est égal à 5,99 %. Il ressort avec un écart de taux de 2,00 % par rapport aux taux des emprunts d'Etat de durée équivalente (3,99 %)(*) constatés au moment de la fixation des conditions d'émission.

Le Titre Subordonné Remboursable se distingue de l'obligation en raison du rang de créance contractuellement défini par la clause de subordination.

Ce prospectus est composé :

- du document de référence du garant déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 27 mars 2009 sous le numéro D.09-0163, de ses actualisations déposées auprès de l'Autorité des marchés financiers le 12 mai 2009 sous le numéro D.09-0163-A01, le 25 mai 2009 sous le numéro D.09-0163-A02,
- du prospectus Radian ayant reçu de l'Autorité des marchés financiers le numéro de visa 08-120 en date du 9 juin 2008 pour les comptes annuels 2007
- du résumé du prospectus
- et de la présente note d'opération



En application des articles L. 412-1 et L. 621-8 du Code monétaire et financier et de son règlement général, notamment de ses articles 211-1 à 216-1, l'Autorité des marchés financiers a apposé le visa n° 09-183 en date du 10 juin 2009 sur le présent prospectus. Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Le visa, conformément aux dispositions de l'article L621-8-1-I du code monétaire et financier, a été attribué après que l'AMF a vérifié "si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes". Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Toute modification de ce Prospectus sera soumise à l'accord préalable du Secrétariat Général de la Commission Bancaire.

Des exemplaires de ce prospectus sont disponibles, sans frais, auprès de :
Crédit Agricole S.A. - Service des Publications, 91/93 boulevard Pasteur – 75015 Paris.
Il est également disponible sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers : www.amf-france.org
ou sur le site Internet de Crédit Agricole S.A : www.credit-agricole-sa.fr

(*) taux constaté aux environs de 11h35 en date du 10 juin 2009

SOMMAIRE

	<i>Facteurs de Risques</i>	<i>page 3</i>
	<i>Résumé du prospectus</i>	<i>page 6</i>
CHAPITRE I	Responsables du prospectus Responsables du contrôle des comptes	pages 13 & 14 page 15 et 16
CHAPITRE II	Renseignements concernant l'émission	page 17
 PREMIERE PARTIE : L'EMETTEUR		
CHAPITRE III	Renseignements de caractère général concernant l'Emetteur et son capital	page 26
CHAPITRE IV	Renseignements concernant l'activité de l'Emetteur	page 28
CHAPITRE V	Patrimoine, situation financière et résultats	page 34
CHAPITRE VI	Organes d'administration, de direction et de surveillance	page 53
CHAPITRE VII	Evolution récente et perspectives d'avenir	page 55
CHAPITRE VIII	Actualisation liée à l'entrée en vigueur du Règlement européen	page 55
 DEUXIEME PARTIE : LE GARANT		
CHAPITRE III	Renseignements de caractère général concernant le Garant et son capital	page 56
CHAPITRE IV	Renseignements concernant l'activité du Garant	page 56
CHAPITRE V	Patrimoine, situation financière et résultats du Garant	page 56
CHAPITRE VI	Gouvernance d'entreprise et contrôle interne	page 57
CHAPITRE VII	Renseignements concernant l'évolution récente et les perspectives d'avenir	page 57
	Mentions légales, coupon-réponse	

FACTEURS DE RISQUES

L'Emetteur considère que les facteurs ci-dessous sont susceptibles d'affecter sa capacité à remplir ses obligations au titre des titres subordonnés. La plupart de ces facteurs sont liés à des événements qui peuvent ou non se produire ; l'Emetteur n'est pas en mesure d'exprimer un avis sur la probabilité de survenance de ces événements.

Les facteurs qui sont importants dans le but de déterminer les risques de marché associés aux titres subordonnés sont décrits ci-dessous.

L'Emetteur considère que les risques décrits ci-dessous constituent les risques principaux inhérents à l'investissement dans les titres subordonnés, mais l'incapacité de l'Emetteur à payer tout montant au titre de ou en relation avec les titres subordonnés peut survenir pour des raisons autres que celles décrites ci-dessous. L'Emetteur ne déclare pas que les éléments donnés ci-dessous relatifs aux risques liés à la détention de titres subordonnés sont exhaustifs. Les investisseurs potentiels doivent également lire les autres informations détaillées dans le présent Prospectus et parvenir à se faire leur propre opinion avant de prendre une décision d'investissement.

A) Facteurs de Risques liés à l'Emetteur

1) Facteurs de risques propres à l'émetteur ou à son secteur d'activité

Selon les principes du montage des émissions, celles-ci ne doivent pas générer de risques de taux, du fait de l'adossement entre émissions réalisées par la société RADIANT et les émissions réalisées par les Caisses régionales.

2) Dispositif de contrôle interne général

- a. Le conseil d'administration est informé de l'organisation et du dispositif du contrôle interne. Il est impliqué dans la compréhension des principaux équilibres financiers de l'entreprise. Il lui est périodiquement présenté que l'adossement en taux et en marge de la société est assuré. Il approuve l'organisation générale de l'entreprise ainsi que celle de son dispositif de contrôle interne.
- b. L'organe exécutif est directement impliqué dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne. Il s'assure que les stratégies et limites de risques sont compatibles avec la situation financière (niveaux des fonds propres, résultats) et les stratégies arrêtées par l'organe délibérant.

3) La qualité de crédit de l'Emetteur

Les titres subordonnés constituent des engagements directs, généraux, inconditionnels et non assortis de sûreté de l'Emetteur. Le principal des Titres subordonnés Remboursables constitue une dette subordonnée de l'Emetteur. Les intérêts sur les Titres Subordonnés Remboursables constituent une dette chirographaire de l'Emetteur.

En achetant les Titres Subordonnés Remboursables, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit de l'Emetteur et de nulle autre personne.

B) Facteurs de risques liés au Garant

Facteurs pouvant affecter la capacité du Garant à remplir ses obligations

Les événements imprévus/de force majeure, tels que les catastrophes naturelles graves, attaques de terroristes ou d'autres états d'urgence peuvent mener à une interruption brusque des opérations du Garant et peuvent causer des pertes substantielles. De telles pertes peuvent concerner la propriété, les actifs financiers, les positions commerciales et les employés principaux.

De tels événements imprévus/de force majeure peuvent également entraîner des coûts additionnels et augmenter les coûts du Garant. De tels événements peuvent également rendre indisponible la couverture pour certains risques et augmenter ainsi le risque du Garant.

Le Garant exerce son activité dans un environnement qui fait naître des risques dont certains qu'il ne peut pas contrôler. En particulier, l'activité, la situation et les résultats du Garant sont étroitement liés aux conditions économiques générales, en particulier dans le secteur du crédit, ainsi qu'à l'évolution des marchés financiers. Dans ces conditions, un repli des marchés

financiers et/ou une évolution défavorable des conditions économiques générales, spécialement dans le secteur du crédit seraient susceptibles d'avoir un effet défavorable sur son activité, sa situation financière et ses résultats.

La qualité de crédit du Garant

Le Garant émet un grand nombre d'instruments financiers sur une base globale et, à tout moment, les instruments financiers émis peuvent représenter un montant important. En achetant les titres, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit du Garant et de nulle autre personne.

Les situations décrites ci-dessus peuvent avoir des conséquences négatives sur l'investissement dans les titres. Le Garant n'assume aucune responsabilité de quelque nature que ce soit pour ces conséquences et l'impact sur l'investissement.

C) Facteurs de Risques liés aux Titres subordonnés remboursables

1) Facteurs de Risque liés à la structure particulière des Titres Subordonnés Remboursables

Les Titres Subordonnés Remboursables ont des particularités qui peuvent impliquer certains risques pour les investisseurs potentiels

Titres Subordonnés Remboursables :

En cas de liquidation de l'Emetteur, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à un prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à l'Emetteur et des titres participatifs émis par lui. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés, ultérieurement par l'Emetteur tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant, le cas échéant.

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.

Risques généraux liés aux Titres Subordonnés Remboursables

Les risques généraux liés aux Titres Subordonnés Remboursables sont décrits brièvement ci-dessous :

La Directive de l'Union Européenne sur l'épargne.

Si, suite à l'entrée en vigueur de la Directive de l'Union Européenne sur l'Epargne, un paiement doit être fait ou encaissé dans un Etat Membre qui a opté pour le système de retenue à la source et une taxe ou un montant relatif à une taxe doit être retenu de ce paiement, ni l'Emetteur ni un quelconque agent payeur ni aucune autre personne ne sera obligé(e) de payer une somme supplémentaire au titre des Titres Subordonnés Remboursables du fait de l'application de cette retenue à la source.

Changement de loi

Les modalités des Titres Subordonnés Remboursables sont fondées sur les lois en vigueur à la date du Prospectus. Aucune assurance ne peut être donnée sur l'impact d'une éventuelle décision de justice ou changement de loi ou de pratique administrative après la date du Prospectus.

Possible modification des modalités des titres subordonnés

Les modalités des titres subordonnés permettent à l'assemblée générale des porteurs de titres de modifier les termes des titres subordonnés dès lors que deux-tiers des porteurs présents ou représentés approuvent les modifications. Toute modification ainsi approuvée s'imposera à l'ensemble des porteurs des titres subordonnés.

Absence de conseil juridique ou fiscal

Chaque investisseur potentiel est invité à consulter ses propres conseillers quant aux aspects juridiques, fiscaux et connexes d'un investissement dans les Titres Subordonnés Remboursables.

2) Risques de marché et autres facteurs de risque

Risques liés au marché en général

Ci-dessous sont brièvement décrits les principaux risques de marché, y compris le risque de liquidité, le risque juridique, le risque de taux et le risque de crédit.

Le marché secondaire

Il existe un marché secondaire pour les Titres Subordonnés Remboursables mais il se peut qu'il ne soit pas très liquide. En conséquence, les investisseurs pourraient ne pas être en mesure de vendre leurs Titres Subordonnés Remboursables facilement ou à des prix qui leur procureraient un rendement comparable à des investissements similaires pour lesquels un marché secondaire s'est développé. C'est dans ce contexte que l'Emetteur a signé un contrat d'animation de marché avec CALYON.

Risques liés aux taux d'intérêt

Les Titres Subordonnés Remboursables portent intérêt à taux fixe. L'évolution des taux d'intérêt sur le marché peut affecter défavorablement la valeur des Titres Subordonnés Remboursables.

La baisse de notation de crédit du Garant peut affecter la valeur de marché des Titres Subordonnés Remboursables

La notation de crédit du Garant est une évaluation de sa capacité à faire face à ses obligations de paiement, y compris celles résultant des Titres Subordonnés Remboursables. En conséquence, une baisse réelle ou anticipée dans la notation de crédit du Garant peut affecter la valeur de marché des Titres Subordonnés Remboursables.

Les Titres Subordonnés Remboursables ne sont pas nécessairement adaptés à tous les investisseurs

L'investissement dans les Titres Subordonnés implique une connaissance et une expérience des transactions sur les marchés de capitaux ainsi qu'une correcte évaluation des risques inhérents aux Titres Subordonnés.

Les investisseurs ne devront prendre leur décision qu'après une étude approfondie des informations contenues dans le Prospectus, et dans les documents qui y sont incorporés par référence, et des informations d'ordre général relatives aux Titres Subordonnés.

Les investisseurs potentiels devront s'assurer qu'ils disposent de ressources financières suffisantes pour supporter les risques inhérents à l'acquisition des Titres Subordonnés.

Il est recommandé aux investisseurs potentiels de comprendre parfaitement la nature des Titres Subordonnés et des risques qui en découlent, et de vérifier l'adéquation d'un tel investissement au regard de leur situation financière et de procéder à leur propre analyse (seuls ou avec l'assistance de leur(s) conseil(s), des aspects juridiques, fiscaux, comptables et réglementaires relatifs à l'acquisition de Titres Subordonnés). L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que les Titres Subordonnés ne sont pas nécessairement adaptés à tous les investisseurs.

De même, les investisseurs potentiels devront être capables d'évaluer (seuls ou avec l'assistance d'un conseiller financier), les évolutions économiques et autres facteurs qui pourraient affecter leur investissement et leur capacité à supporter les risques qui en découlent.

Les activités d'investissement de certains investisseurs sont soumises à des lois et règlements spécifiques, ou à l'examen ou au contrôle par certaines autorités. Chaque investisseur potentiel doit consulter ses propres conseils juridiques pour déterminer si, et dans quelle mesure, il peut légalement acheter des Titres Subordonnés, les Titres Subordonnés peuvent servir de garantie pour diverses formes d'emprunts et si d'autres restrictions s'appliquent pour l'achat ou la mise en garantie des Titres Subordonnés.

Risques particuliers

Les titres vendus avant la date de remboursement normal risquent d'enregistrer une moins-value, notamment en cas d'évolution défavorable des conditions de marché ou d'insuffisance de la demande sur le marché au moment de la vente.



RÉSUMÉ DU PROSPECTUS

EMISSION et ADMISSION de TITRES SUBORDONNÉS REMBOURSABLES A TAUX FIXE 6,00 % juin 2009 / juin 2019 avec un montant nominal de 203 000 000 euros

*Visa de l'Autorité des marchés financiers n° 09-183 en date du 10 juin 2009
Code valeur FR0010762781*

Avertissement au lecteur

« Ce résumé doit être lu comme une introduction au prospectus. Toute décision d'investir dans les instruments financiers qui font l'objet de l'opération doit être fondée sur un examen exhaustif du prospectus. Les personnes qui ont présenté le résumé, y compris le cas échéant sa traduction n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du prospectus.

Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des Etats membres de la Communauté européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen, avoir à supporter les frais de traduction du prospectus avant le début de la procédure judiciaire ».

A - CONTENU ET MODALITÉS DE L'OPÉRATION

1. **Montant de l'émission :** 203 000 000 euros représenté par 203 000 000 titres subordonnés remboursables de un euro de nominal
2. **Caractéristiques des titres émis :** Les titres émis sont des titres de créance complexes.
 - 2.1. **Prix d'émission :** 100,056 % soit 1,00056 euro par titre subordonné, payable en une seule fois à la date de Règlement
 - 2.2. **Période de souscription :** 11 juin 2009 au 25 juin 2009 inclus et pourra être close sans préavis
 - 2.3. **Date d'Entrée en Jouissance :** 26 juin 2009
 - 2.4. **Date de Règlement :** 26 juin 2009
 - 2.5. **Intérêt**

Les titres subordonnés remboursables rapporteront un intérêt annuel de 6,00 % du nominal, soit 0,0600 euro par titre subordonné payable en une seule fois le 26 juin de chaque année ou le jour ouvré suivant si ce jour n'est pas un jour ouvré et pour la première fois le 26 juin 2010 et pour la dernière fois le 26 juin 2019, soit un taux de rendement actuariel de 5,99 %.

Les intérêts seront prescrits dans un délai de 5 ans.

2.6. Amortissement, remboursement :

Les titres subordonnés seront amortis en totalité le 26 juin 2019 par remboursement au pair ou, si ce jour n'est pas un Jour de Règlement TARGET, le Jour de Règlement TARGET suivant.

L'Emetteur s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des titres subordonnés par remboursement. Toutefois, il se réserve le droit de procéder à l'amortissement anticipé des titres subordonnés, soit par des rachats en bourse, soit par des offres publiques d'achat ou d'échange (selon la réglementation applicable), ces opérations étant sans incidence sur le calendrier normal de l'amortissement des titres restant en circulation.

L'Emetteur devra requérir l'accord préalable du secrétariat général de la Commission Bancaire pour effectuer des rachats en bourse dès que le montant cumulé de titres rachetés excédera 10 % du montant initial de l'emprunt ainsi que pour procéder à des offres publiques d'achat ou d'échange.

Les titres subordonnés ainsi rachetés seront annulés.

2.7. Durée et vie moyenne : 10 ans à compter de la Date de Règlement.

2.8. Rang de créance - Maintien de l'emprunt à son rang :

Subordination du capital

En cas de liquidation de l'Emetteur, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à un prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à l'émetteur et des titres participatifs émis par lui. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés, ultérieurement par l'Emetteur tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant, le cas échéant.

Non subordination des intérêts

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.

Maintien de l'emprunt à son rang

L'Emetteur s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des titres du présent emprunt, à n'instituer en faveur d'autres titres subordonnés qu'il pourrait émettre ultérieurement, aucune priorité quant à leur rang de remboursement en cas de liquidation, sans consentir les mêmes droits aux titres subordonnés du présent emprunt.

2.9. Garantie :

La garantie octroyée par Crédit Agricole S.A. est totale et subordonnée : le service de l'emprunt en intérêts, amortissements, impôts, frais et accessoires, est garanti irrévocablement pendant toute sa durée par Crédit Agricole S.A.. La mise en oeuvre de la garantie ainsi octroyée par Crédit Agricole S.A. ne pourra toutefois, en cas de liquidation du garant, avoir pour effet de privilégier les porteurs de titres des présentes émissions par rapport aux créanciers du garant détenteurs de titres ou de créances subordonnés. En conséquence, le remboursement des présents titres n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers du garant, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à ce dernier et des titres participatifs émis par lui ainsi que des titres dits « super subordonnés » prévus à l'article L.228-97 du code de commerce. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés ultérieurement par le garant tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant le cas échéant.

2.10. Notation : Cette émission n'a pas fait l'objet d'une demande de notation

2.11. Mode de représentation des porteurs de titres :

Faisant application de l'article L.228-46 du Code de Commerce, les porteurs de titres subordonnés sont groupés en une masse (la Masse) jouissant de la personnalité civile. Faisant application de l'article L.228-47 du dit Code, sont désignés :

Le représentant titulaire est :

Monsieur Stéphane MONIN

demeurant : 3, rue du Sommet des Alpes – 75015 PARIS

Le représentant suppléant est :

Monsieur Philippe de LAMARZELLE

demeurant : COUPLEHAUT – 61560 COURGEoust

2.12. Le service financier de l'emprunt (paiement des intérêts échus, remboursement des titres amortis) centralisé par CACEIS Corporate Trust mandaté par l'Emetteur, sera assuré par les intermédiaires teneurs de comptes et le service des titres subordonnés remboursables (transfert, conversion) est assuré par CACEIS Corporate Trust mandaté par l'Emetteur.

2.13. Droit applicable et tribunaux compétents en cas de litige : droit français.

Les tribunaux compétents, en cas de litige, sont ceux du siège social lorsque la société est défenderesse et, sont désignés en fonction de la nature des litiges, sauf disposition contraire du Nouveau Code de Procédure Civile.

2.14. But de l'Emission

Le produit de cette émission a pour but d'alimenter les Caisses Régionales de Crédit Agricole en fonds propres complémentaires au sens de l'article 4 d du règlement CRBF 90-02.

Radian S.A utilisera ce produit pour souscrire à des émissions de Bons à Moyen Terme Subordonnés (BMTN) émis par ces Caisses régionales.

B - ORGANISATION ET ACTIVITE DE L'EMETTEUR

1. Renseignements de caractère général concernant l'émetteur, ses organes d'administration :

Forme et Législation

Radian est une société anonyme à conseil d'administration régie par le droit commun des sociétés commerciales et notamment le nouveau code de commerce.

Objet social

Elle a pour objet de faciliter à moyen et long terme toutes opérations initiées par des entités affiliées à Crédit Agricole S.A., dont les émissions de bons ou emprunts subordonnés ou non, de nature obligataire, employés à la souscription de titres émis par les Caisses Régionales de Crédit Agricole.

Principaux actionnaires

Toutes les Caisses Régionales, au nombre de 39 au 31 décembre 2008, sont représentées au sein du capital. 8 Caisses Régionales détiennent chacune plus de 5 % du capital social.

2. Renseignements de caractère général concernant le capital :

Capital social

Le montant du capital social est de 750 000 euros, divisé en 50 000 actions entièrement libérées.
Depuis le 18 juin 1999, la valeur nominale d'une action a été fixée à 15 euros.

3. Renseignements concernant l'activité de l'émetteur :

Bilan de la S.A. RADIAN (aux 31 décembre 2007, 31 décembre 2008) (en milliers d'euros)

ACTIF	31/12/2008 audités	31/12/2007 audités
Actif Immobilisé	2 716 183	2 791 423
Autres créances	2	
Valeurs mobilières de placement	2 042	2 042
Disponibilités	1 157	799
Actif Circulant	3 201	2 841
Primes remboursement. des obligations	203	480
TOTAL ACTIF	2 719 587	2 794 744

PASSIF	31/12/2008 audités	31/12/2007 audités
Capital social	750	750
Réserves	942	942
Report à nouveau	540	418
Résultat de l'exercice	271	173
Capitaux Propres	2 503	2 283
Provisions	392	392
Dettes	2 716 692	2 792 069
TOTAL PASSIF	2 719 587	2 794 744

Les chiffres clés

Compte de résultat résumé en milliers d'euros

	31/12/2008 audités	31/12/2007 audités
Résultat d'exploitation	- 9 514	- 7 196
Résultat financier	10 022	7 526
Résultat exceptionnel		
Impôts sur les bénéfices	-237	-158
Bénéfice ou perte	271	173

C - ORGANISATION ET ACTIVITE DU GARANT

1. Renseignements de caractère général concernant le Garant :

Dénomination sociale : Crédit Agricole S.A.

Secteur d'activité : Banque.

Nationalité : Société anonyme de droit français.

Capital social :

Depuis le 07 juillet 2008, date de règlement-livraison de la dernière augmentation de capital (en numéraire avec droit préférentiel de souscription des actionnaires), le capital social est de 6 679 027 488 euros, divisé en 2 226 342 496 actions de 3 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

Au 31 mars 2009, les Caisses régionales en détiennent 54,8 % via la SAS Rue La Boétie et les salariés 4,5 % au travers des FCPE et PEE. A la connaissance de Crédit Agricole S.A., il n'existe aucun autre actionnaire que la SAS Rue La Boétie détenant 5 % ou plus de son capital ou de ses droits de vote.

Aperçu des activités :

L'activité de Crédit Agricole S.A. se répartit en 6 pôles métiers (Banque de proximité en France – Caisses régionales ; Banque de proximité en France – LCL ; Banque de détail à l'international ; Services financiers spécialisés ; Gestion d'actifs, assurances et banque privée ; Banque de financement et d'investissement) auquel s'ajoute le pôle « Gestion pour compte propre et divers ».

Informations financières sélectionnées

Données consolidées du groupe Crédit Agricole S.A. :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2007	31/12/2008	31/03/2009*
ACTIVITE			
Total du bilan	1 414 223	1 653 220	1 670 111
Prêts et créances sur la clientèle	302 444	349 037	349 393
Dettes envers la clientèle	387 253	421 411	440 204
Capitaux propres totaux	46 474	47 336	46 955
Capitaux propres part du groupe	40 691	41 731	41 251

Au 31 mars 2009, les capitaux propres part du groupe, du groupe Crédit Agricole S.A. s'élèvent à 41,3 milliards d'euros contre 41,7 milliards d'euros au 31 décembre 2008. Le ratio de solvabilité *Tier 1* s'établit à 8,8 % au 31 mars 2009 (contre 8,6 % au 31 décembre 2008) sans aucune opération nouvelle. Il intègre en revanche l'impact de la dégradation de ratings sur certains actifs, conduisant à des déductions directes de fonds propres. Crédit Agricole S.A. dispose en outre d'une situation de liquidité très saine. Enfin, Crédit Agricole S.A. bénéficie du solide appui des caisses régionales ; ses ratings sont inchangés depuis le début de la crise en juillet 2007, tant chez Standard and Poor's (AA-) que chez Moody's (Aa1).

Compte de résultat consolidé - résumé <i>(en millions d'euros)</i>	2007	2008	1 ^{er} trim 2009*
Produit net bancaire	16 768	15 956	4 061
Résultat brut d'exploitation	4 050	3 321	1 083
Résultat net	4 556	1 266	246

Contribution des métiers au résultat net part du groupe de Crédit Agricole S.A. :

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2008	1 ^{er} trim 2009*
Banque de proximité en France - Caisses régionales	778	581	178
Banque de proximité en France - LCL	553	691	125
Banque de détail à l'international	460	(420)	(21)
Services financiers spécialisés	595	460	90
Gestion d'actifs, assurances et banque privée	1 899	1 392	242
Banque de financement et d'investissement	(904)	(1 924)	(17)
Gestion pour compte propre et divers	663	244	(395)
TOTAL	4 044	1 024	202

* non auditées.

Evolution récente de la situation financière et perspective :

Au cours du premier trimestre 2009, la dynamique commerciale s'est bien maintenue en dépit du contexte peu favorable. Ainsi, le produit net bancaire est quasi stable (- 1,2 %) par rapport à celui du premier trimestre 2008, qui intégrait la plus-value de 882 millions d'euros sur la cession des titres Suez. Hors cette plus-value, les revenus seraient en hausse de 25,8 %, reflétant la réduction des effets de la crise et la capacité du Groupe à les absorber.

En effet, le produit net bancaire inclut 1,2 milliard d'euros réalisés par la Banque de financement et d'investissement, grâce au dynamisme des activités stratégiques. Il reflète également la dynamique commerciale de LCL (produit net bancaire en hausse de 2,5 %) ainsi que la robustesse du modèle des Services financiers spécialisés qui intègrent pour la première fois les résultats de Ducato (produit net bancaire en hausse de 17,6 %). Les revenus du pôle Gestion d'actifs, assurances et banque privée sont en revanche toujours impactés par les performances des marchés et s'inscrivent en baisse de 27,7 %. Néanmoins, le Groupe consolide sa place de leader en France dans les OPCVM (19 %) et les taux de croissance des productions de Predica (assurance-vie) et de Pacifica (assurance IARD) sont très largement supérieurs à ceux du marché. Le produit net bancaire de la Banque de détail à l'international, pour sa part, intègre l'effet de change défavorable sur le zloty polonais et la poursuite de la restructuration en cours chez Emporiki. Hors ces deux éléments, il résiste bien, stable par rapport au 1^{er} trimestre 2008.

L'effet de ciseaux très favorable entre l'évolution des revenus (-1,2 %) et des charges en forte baisse (-7,5 %), conduit à une croissance vigoureuse du résultat brut d'exploitation (+ 21,4 %). Son niveau (1 083 millions d'euros) permet d'absorber un coût du risque en forte hausse dans la plupart des métiers, reflet de la dégradation de l'environnement économique. Ce coût du risque, multiplié par 2,4 par rapport à celui du 1^{er} trimestre 2008, est principalement concentré sur les métiers Services financiers spécialisés, Banque de détail à l'international et Banque de financement.

Le résultat des sociétés mises en équivalence, à 321 millions d'euros, intègre la contribution des Caisses régionales, à hauteur de 265 millions d'euros, reflétant la bonne résistance du marché français en banque de proximité, les Caisses régionales parvenant à couvrir la montée du risque par leur bonne rentabilité opérationnelle.

Au total, le bénéfice net part du Groupe est de 202 millions d'euros. Hors activités en cours d'arrêt de la banque de financement et d'investissement, il est de 618 millions d'euros, reflet de la bonne performance de l'ensemble des métiers du Groupe.

Résumé des principaux facteurs de risques propres à la Société et son activité :

Avant de prendre leur décision d'investissement, les investisseurs sont invités à prendre en considération les facteurs de risque décrits aux pages 126 à 184 et les notes 1, 3 et 8 de l'annexe aux états financiers consolidés de la Société au 31 décembre 2008 figurant aux pages 231, 256 et 306 du document de référence de la Société déposé auprès de l'AMF le 27 mars 2009 (n° D.09-0163), et notamment les facteurs de risque suivants :

- Risque de crédit (incluant le risque pays),
- Risques de marché,
- Risques particuliers induits par la crise financière,
- Risques liés à la gestion du bilan (risque de taux d'intérêt global, de change, de liquidité et de financement),
- Risques du secteur de l'assurance,
- Risques opérationnels,
- Risques juridiques,
- Risques de non-conformité.

D - RESUME DES FACTEURS DE RISQUES

Certains facteurs peuvent affecter l'aptitude de l'Emetteur à respecter ses engagements relatifs aux Titres Subordonnés Remboursables.

Ces facteurs sont repris en page 3 du prospectus sous la dénomination « Facteurs de risque » et précisent (i) certains facteurs de risques liés à l'Emetteur ou à son secteur d'activité, (ii) certains facteurs de risques liés au Garant pouvant affecter la capacité du Garant à remplir ses obligations au titre des Titres Subordonnés Remboursables, (iii) certains facteurs de risque liés aux Titres Subordonnés Remboursables et (iiii) des risques de marché et autres facteurs de risque. Ainsi l'attention des investisseurs est attirée notamment sur la particularité liée à la subordination des Titres Subordonnés Remboursables.

Les investisseurs devraient avoir une connaissance et une expérience en matière financière et commerciale suffisante de manière à pouvoir évaluer les avantages et les risques d'investir dans les Titres Subordonnés Remboursables.

Risques particuliers

Les titres vendus avant la date de remboursement normal risquent d'enregistrer une moins-value, notamment en cas d'évolution défavorable des conditions de marché ou d'insuffisance de la demande sur le marché au moment de la vente.

E - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :

Documents accessibles au public

Les documents relatifs à la Société RADIANT et, en particulier, ses statuts, ses comptes, ses rapports présentés à ses Assemblées par le Conseil d'administration ou les commissaires aux comptes, peuvent être consultés au 91-93 boulevard Pasteur -75015 PARIS

Des compléments d'informations sont disponibles dans le document de référence du Garant déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 27 mars 2009 sous le numéro D 09-0163, de ses actualisations déposées auprès de l'Autorité des marchés financiers le 12 mai 2009 sous le numéro D.09-0163-A01, le 25 mai 2009 sous le numéro D.09-0163-A02 et dans le prospectus Radian ayant reçu de l'Autorité des marchés financiers le numéro de visa 08-120 en date du 9 juin 2008 pour les comptes annuels 2007

CHAPITRE I

RESPONSABLE DU PROSPECTUS ET DU CONTROLE DES COMPTES

1. L'EMETTEUR

1.1. RESPONSABLE DU PROSPECTUS

Olivier NICOLAS, Directeur Général de la société RADIANT S.A.

1.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE AU TITRE DE L'EMETTEUR

J'atteste après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent prospectus sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes de la société RADIANT données dans le présent prospectus, ainsi qu'à la lecture d'ensemble du prospectus.

Les informations financières historiques présentées dans ce prospectus ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux :
- pour l'exercice clos le 31 décembre 2007, sans observation pour ce qui concerne le rapport général sur les comptes annuels de Radian S.A
- pour l'exercice clos le 31 décembre 2008 figurant en pages 49 à 50 du présent prospectus sans observation pour ce qui concerne le rapport sur les comptes annuels de Radian S.A

Le Directeur Général de RADIANT S.A

Olivier NICOLAS

2. LE GARANT

2.1. RESPONSABLE DU PROSPECTUS

Georges PAUGET, Directeur Général de Crédit Agricole S.A.

2.2. ATTESTATION DU RESPONSABLE AU TITRE DU GARANT

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations relatives à Crédit Agricole S.A. contenues dans le présent Prospectus sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes du Garant données dans le présent prospectus, ainsi qu'à la lecture d'ensemble du prospectus.

Les informations financières historiques pour l'exercice clos le 31 décembre 2008 présentées dans ce prospectus ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux comprenant une observation sur les comptes consolidés et les comptes annuels de Crédit Agricole S.A.

Le Directeur Général de Crédit Agricole s.A

Georges PAUGET

3. RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

3.1 RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES DE L'EMETTEUR

Titulaire :

ERNST & YOUNG et Autres
Société représentée par Valérie MEEUS
41, rue Ybry - 92576 Neuilly sur Seine Cedex
Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

Suppléant :

Société Picarle et Associés
11, allée de l'Arche
92400 Courbevoie
Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres a été désigné en tant que Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 juin 2008 jusqu'à l'issue de l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

La société Picarle et Associé a été nommée Commissaire aux comptes suppléant de la société Ernst & Young et Autres par l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 juin 2008 jusqu'à l'issue de l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

3.2 RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES DU GARANT

Contrôleurs légaux des comptes

Titulaires :

Ernst & Young et Autres

Société représentée par Valérie Meeus
41, rue Ybry
92576 Neuilly-sur-Seine Cedex

Commissaire aux comptes membre de la Compagnie
régionale des Commissaires aux comptes de
Versailles

PricewaterhouseCoopers Audit

Société représentée par Gérard Hautefeuille
63, rue de Villiers
92200 Neuilly-sur-Seine

Commissaire aux comptes membre de la Compagnie
régionale des Commissaires aux comptes de
Versailles

Suppléants :

Picarle et Associés

Société représentée par Denis Picarle

11, allée de l'Arche

92400 Courbevoie

Pierre Coll

63, rue de Villiers

92200 Neuilly-sur-Seine

Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

Barbier Frinault et Autres a été désigné en tant que Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 1994 pour 6 ans puis renouvelé pour 6 ans par l'Assemblée générale ordinaire du 25 mai 2000. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

La société, représentée par Valérie Meeus, est membre du réseau Ernst & Young depuis le 5 septembre 2002.

Elle a pris le nom de **Ernst & Young et Autres** depuis le 1^{er} juillet 2006.

Alain Grosmann avait été nommé Commissaire aux comptes suppléant par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 1994 pour 6 ans puis renouvelé pour 6 ans par l'Assemblée générale ordinaire du 25 mai 2000. Ce mandat a pris fin à l'issue de l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

La société **Picarle et Associés** a été nommée Commissaire aux comptes suppléant de la société Ernst & Young et Autres, pour une durée de 6 exercices, par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

PricewaterhouseCoopers Audit a été nommé Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

PricewaterhouseCoopers Audit, représenté par Gérard Hautefeuille, est membre du réseau PricewaterhouseCoopers.

Pierre Coll a été nommé Commissaire aux comptes suppléant de la société PricewaterhouseCoopers Audit par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

4. RESPONSABLES DE L'INFORMATION

de l'Emetteur : Olivier NICOLAS - Directeur Général de Radian
du Garant : Bertrand BADRE – Directeur Finances Groupe

CHAPITRE II

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EMISSION

2.1. CADRE DE L'EMISSION

2.1.1. Autorisations

Le Conseil d'Administration réuni le 28 août 2008 a décidé de procéder sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, à la création et à l'émission, en France ou à l'étranger, d'obligations subordonnées ou non, à durée déterminée ou indéterminée, ou de bons de souscription d'obligations libellés en euros ou en devises étrangères, les obligations pouvant éventuellement être assorties de bons de souscription d'obligations de même type, dans la limite d'un montant maximum de 2 500 000 000 euros, ces émissions pouvant être constituées de titres subordonnés remboursables d'un euro de nominal à taux fixe ou variable, indexés sur tout type d'index ou de valeurs mobilières ou non.

Le Directeur Général de la société Radian S.A , Monsieur Olivier NICOLAS a donc décidé de faire partiellement usage de cette autorisation et de procéder à l'émission d'un emprunt d'un montant de 203 000 000 euros représenté par des titres subordonnés

2.1.2. Nombre, valeur nominale des titres, produit de l'émission

Le présent emprunt subordonné remboursable d'un montant nominal de 203 000 000 euros, est représenté par 203 000 000 titres subordonnés remboursables de un euro de nominal.

Le produit brut minimum estimé de l'émission est de 203 113 680 euros.

Le produit net minimum de l'émission, après prélèvement sur le produit brut d'environ 2 943 500 euros correspondant aux rémunérations dues aux intermédiaires financiers et d'environ 35 000 euros correspondant aux frais légaux et administratifs, s'élèvera à 200 135 180 euros.

2.1.3. Tranches internationales ou étrangères

La totalité de l'émission est réalisée sur le marché français. Il n'y a pas de tranche spécifique destinée à être placée sur le marché international ou un marché étranger. Cette émission est offerte au public en France.

2.1.4. Droit préférentiel de souscription

Il n'y a pas de droit préférentiel de souscription à la présente émission.

2.1.5. Période de souscription :

La souscription sera ouverte du 11 juin 2009 au 25 juin 2009 inclus et pourra être close sans préavis.

2.1.6 Organismes financiers chargés de recueillir les souscriptions

Les souscriptions en France seront reçues dans la limite des titres disponibles auprès des guichets des agences des Caisses Régionales de Crédit Agricole

2.2. CARACTERISTIQUES DES TITRES EMIS

2.2.0. Nature, forme et délivrance des titres émis

Les titres subordonnés sont émis dans le cadre de la législation française.

Les titres émis sont des titres de créance complexes.

Les titres subordonnés pourront revêtir la forme nominative ou au porteur au choix des détenteurs.

Ils seront obligatoirement inscrits en comptes tenus, selon les cas, par :

- Crédit Agricole S.A. mandaté par la Société RADIAN pour les titres nominatifs purs ;
- un intermédiaire habilité au choix du détenteur pour les titres nominatifs administrés ;
- un intermédiaire habilité au choix du détenteur pour les titres au porteur.

Les titres subordonnés seront inscrits en compte le 26 juin 2009.

Euroclear France assurera la compensation des titres entre teneurs de comptes.

2.2.1. Prix d'émission

100,056 % soit 1,00056 euro par titre subordonné, payable en une seule fois à la Date de Règlement.

2.2.2. Date de jouissance

26 juin 2009.

2.2.3. Date de règlement

26 juin 2009.

2.2.4. Taux nominal

6,00 %

2.2.5. Intérêt annuel

Les titres subordonnés rapporteront un intérêt annuel de 6,00 % du nominal, soit 0,0600 euro par titre subordonné payable en une seule fois le 26 juin de chaque année et pour la première fois le 26 juin 2010.

Les intérêts des titres subordonnés cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement par l'Emetteur.

Les intérêts seront prescrits dans un délai de 5 ans.

2.2.6. Amortissement normal

Les titres subordonnés seront amortis en totalité le 26 juin 2019 par remboursement au pair.

Le capital sera prescrit dans un délai de 5 ans à compter de la mise en remboursement.

Amortissement anticipé

L'Emetteur s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des titres subordonnés par remboursement.

Toutefois, il se réserve le droit de procéder à l'amortissement anticipé des titres subordonnés, soit par des rachats en bourse, soit par des offres publiques d'achat ou d'échange (selon la réglementation applicable), ces opérations étant sans incidence sur le calendrier normal de l'amortissement des titres restant en circulation.

Les titres subordonnés ainsi rachetés sont annulés.

L'Emetteur devra requérir l'accord préalable du secrétariat général de la Commission Bancaire pour effectuer des rachats en bourse dès que le montant cumulé de titres rachetés excédera 10 % du montant initial de l'emprunt ainsi que pour procéder à des offres publiques d'achat ou d'échange.

L'information relative au nombre de titres rachetés et au nombre de titres en circulation sera transmise annuellement à Euronext Paris SA pour l'information du public et pourra être obtenue auprès de l'Emetteur ou de l'établissement chargé du service des titres.

2.2.7. Taux de rendement actuariel brut à la date de règlement

5,99 %.

Sur le marché obligataire français, le taux actuariel d'un emprunt est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés, les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir (définition adoptée par le Comité de Normalisation Obligataire).

Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

2.2.8. Durée et vie moyenne : 10 ans à compter de la Date de Règlement.

2.2.9. Assimilations ultérieures

Au cas où l'Emetteur émettrait ultérieurement de nouveaux titres subordonnés jouissant à tous égards de droits identiques à ceux de la présente émission, il pourra, sans requérir le consentement des porteurs et à condition que les contrats d'émission le prévoient, procéder à l'assimilation de l'ensemble des titres des émissions successives unifiant ainsi l'ensemble des opérations relatives à leur gestion et à leur négociation.

2.2.10. Rang de créance

Subordination du capital :

En cas de liquidation de l'Emetteur, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à un prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à l'émetteur et des titres participatifs émis par lui. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés, ultérieurement par l'Emetteur tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant, le cas échéant.

Non subordination des intérêts :

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.

Maintien de l'emprunt à son rang :

L'Emetteur s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des titres du présent emprunt, à n'instituer en faveur d'autres titres subordonnés qu'il pourrait émettre ultérieurement, aucune priorité quant à leur rang de remboursement en cas de liquidation, sans consentir les mêmes droits aux titres subordonnés du présent emprunt.

2.2.11. Garantie

La garantie octroyée par Crédit Agricole S.A. est totale et subordonnée : le service de l'emprunt en intérêts, amortissements, impôts, frais et accessoires, est garanti irrévocablement pendant toute sa durée par Crédit Agricole S.A..

La mise en oeuvre de la garantie ainsi octroyée par Crédit Agricole S.A. ne pourra toutefois, en cas de liquidation du garant, avoir pour effet de privilégier les porteurs de titres des présentes émissions par rapport aux créanciers du garant détenteurs de titres ou de créances subordonnés. En conséquence, le remboursement des présents titres n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers du garant, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à ce dernier et des titres participatifs émis par lui ainsi que des titres dits « super subordonnés » prévus à l'article L.228-97 du code de commerce. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés ultérieurement par le garant tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant le cas échéant.

2.2.12. **Prise ferme**

Sans objet

2.2.13. **Notation**

Cette émission ne fait pas l'objet d'une demande de notation

2.2.14. **Représentation des porteurs de titres**

Faisant application de l'article L 228-46 du Code de commerce, les porteurs de titres subordonnés sont groupés en une masse (la Masse) jouissant de la personnalité civile.

Faisant application de l'article L 228-47 du Code de commerce sont désignés :

a) Représentant titulaire de la Masse des porteurs de titres subordonnés :

Monsieur Stéphane MONIN

demeurant : 3, rue du Sommet des Alpes – 75015 PARIS

La rémunération du représentant titulaire de la Masse, prise en charge par l'Emetteur, est de 300 euros par an; elle sera payable le 26 juin de chaque année et pour la première fois le 26 juin 2010.

b) Représentant suppléant de la Masse des porteurs de titres subordonnés :

Monsieur : Philippe de LAMARZELLE

demeurant : COUPLEHAUT – 61560 COURGEOUST

La date d'entrée en fonction du représentant suppléant sera celle de réception de la lettre recommandée par laquelle le représentant titulaire restant en fonction, l'Emetteur ou toute autre personne intéressée lui aura notifié tout empêchement définitif ou provisoire du représentant titulaire défaillant; cette notification sera, le cas échéant, également faite, dans les mêmes formes, à la société débitrice.

En cas de remplacement provisoire ou définitif, le représentant suppléant aura les mêmes pouvoirs que ceux du représentant titulaire.

Il n'aura droit à la rémunération annuelle de 300 euros que s'il exerce à titre définitif les fonctions de représentant titulaire ; cette rémunération commencera à courir à dater du jour de son entrée en fonction.

Le représentant titulaire aura sans restriction ni réserve le pouvoir d'accomplir au nom de la Masse tous les actes de gestion pour la défense des intérêts communs des porteurs de titres subordonnés.

Il exercera ses fonctions jusqu'à son décès, sa démission, sa révocation par l'assemblée générale des porteurs de titres subordonnés ou la survenance d'une incapacité ou d'une incompatibilité.

Son mandat cessera de plein droit le jour du dernier amortissement ou du remboursement général, anticipé ou non, des titres subordonnés. Ce terme est, le cas échéant, prorogé de plein droit, jusqu'à la solution définitive des procès en cours dans lesquels le représentant serait engagé et à l'exécution des décisions ou transactions intervenues.

En cas de convocation de l'assemblée des porteurs de titres subordonnés, ces derniers seront réunis au siège social de l'Emetteur ou en tout autre lieu fixé dans les avis de convocation.

Le porteur de titres subordonnés a le droit, pendant le délai de 15 jours qui précède la réunion de l'assemblée générale de la Masse de prendre par lui-même ou par mandataire, au siège de l'Emetteur, au lieu de la direction administrative ou, le cas échéant, en tout autre lieu fixé par la convocation, connaissance ou copie du texte des résolutions qui seront proposées et des rapports qui seront présentés à l'assemblée.

Dans le cas où des émissions ultérieures de titres subordonnés offriraient aux souscripteurs des droits identiques à ceux de la présente émission et si les contrats le prévoient, les porteurs de titres subordonnés seront groupés en une Masse unique.

2.2.15. Régime fiscal

Le paiement des intérêts et le remboursement des obligations seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source et des impôts que la législation française met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

Les personnes physiques ou morales doivent s'assurer de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier. En l'état actuel de la législation française, le régime fiscal suivant est applicable. L'attention des porteurs est toutefois attirée sur le fait que ces informations ne constituent qu'un résumé de la fiscalité applicable en matière d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés français et que leur situation particulière doit être étudiée avec leur conseiller fiscal habituel. Les conséquences de l'acquisition des titres en matière d'imposition sur la fortune ne sont pas abordées dans la présente note d'information.

Les non-résidents de France doivent se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur Etat de résidence.

2.2.15.1. Régime fiscal applicable aux résidents fiscaux français

1) Personnes physiques détenant des titres dans leur patrimoine privé

a) Revenus

En l'état actuel de la législation, les revenus de ces titres (intérêts et primes de remboursement [primes de remboursement au sens de l'article 238 septies A du Code Général des Impôts (« C.G.I. »)]) détenus dans le cadre de leur patrimoine privé par des personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumis à l'impôt sur le revenu :

(i) soit au barème progressif

(ii) soit sur option, à un prélèvement au taux de 18 % (article 125 A du C.G.I. tel que modifié par la loi de finances pour 2008) libératoire de l'impôt sur le revenu.

S'ajoutent à l'impôt sur le revenu :

(a) la contribution sociale généralisée de 8,2 % (articles L 136-7 et L 136-8 du C.S.S.),

(b) le prélèvement social de 2% (article L 245-14 à L 245-16 du C.S.S.),

(c) la contribution additionnelle au prélèvement social de 2 % (article L14-10-4, 2° du Code de l'Action sociale et des familles), fixée à 0,3 %,

(d) la contribution additionnelle au prélèvement social de 2 % (article L262-24, III, du Code de l'Action sociale et des familles), fixée à 1,1 %,

(e) la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (articles 1600-0 I et 1600-0 L du C.G.I.).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire libératoire, ces prélèvements sociaux portent l'imposition globale au taux de 30,1%.

Depuis le 1^{er} janvier 2007, les prélèvements sociaux sont prélevés à la source par l'établissement payeur français, quel que soit le choix effectué par l'investisseur pour l'impôt sur le revenu (barème progressif ou prélèvement forfaitaire libératoire).

Si les revenus sont soumis à l'impôt sur le revenu au barème progressif, une fraction de la CSG (5,8%) est déductible de l'assiette de cet impôt l'année de son paiement (articles 154 quinquies II du C.G.I.).

Par ailleurs, lorsque les sommes perçues à l'échéance sont inférieures aux sommes versées à la souscription ou lors de l'acquisition du produit, la perte correspondante est considérée comme une perte en capital, qui n'est pas déductible du revenu global du souscripteur. Toutefois, il est admis que cette perte en capital puisse s'imputer sur les intérêts afférents à l'obligation versés la dernière année et qui n'entrent pas dans la définition de la prime de remboursement (D.adm. 5 I-3222, n° 27, du 1^{er} décembre 1997).

b) Plus-values

En l'état actuel de la législation, les plus-values (calculées en incluant le coupon couru) réalisées lors de la cession des titres par les personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont imposables lorsque le montant annuel des cessions des valeurs mobilières (et droits sociaux ou titres assimilés) excède le seuil fixé à 25 730 euros par foyer fiscal pour les cessions réalisées à compter du 1^{er} janvier 2009 (articles 150-0 A et 150-0 D du C.G.I.). Ce seuil, arrondi à la dizaine d'euros la plus proche, sera actualisé chaque année dans la même proportion que la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu de l'année précédant celle de la cession, et sur la base du seuil retenu au titre de cette année.

Les plus-values sont imposables au taux de 18 % (article 200 A.2 du C.G.I., tel que modifié par la loi de finances pour 2008) auquel s'ajoutent :

(a) la contribution sociale généralisée de 8,2 % (articles L 136-6 et L 136-8 du C.S.S.),

(b) le prélèvement social de 2% (article L 245-14 à L 245-16 du C.S.S.),

(c) la contribution additionnelle au prélèvement social de 2 % (article L14-10-4, 2° du Code de l'Action sociale et des familles), fixée à 0,3 %,

(d) la contribution additionnelle au prélèvement social de 2 % (article L262-24, III, du Code de l'Action sociale et des familles), fixée à 1,1 %,

(e) la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (articles 1600-0 G et 1600-0 L du C.G.I.),

soit au total au taux de 30,1 %

c) Moins-values

Les moins-values de cession s'imputent sur les plus-values de même nature réalisées au cours de la même année ou des dix années suivantes à condition que le montant des cessions de valeurs mobilières réalisées par les membres du foyer fiscal l'année où la moins-value a été constatée ait dépassé le seuil d'imposition de 25 730 euros à compter du 1^{er} janvier 2009 (seuil actualisé chaque année comme indiqué au b) ci-dessus).

2) *Personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés (régime de droit commun)*

a) Revenus

Les revenus courus de ces titres (intérêts et primes de remboursement) détenus par les personnes morales fiscalement domiciliées en France sont pris en compte pour la détermination de leur résultat imposable.

Les intérêts sont imposés au titre de l'exercice au titre duquel ils sont courus.

Les primes de remboursement correspondent à la différence entre les sommes ou valeurs à recevoir, à l'exception des intérêts linéaires versés chaque année à échéance régulière, et celles versées lors de la souscription ou de l'acquisition (article 238 septies E du code général des impôts).

En revanche, les intérêts non linéaires sont considérés comme des éléments constitutifs d'une prime de remboursement.

Des modalités spécifiques sont prévues s'agissant des titres « complexes », c'est-à-dire de ceux présentant des caractéristiques spécifiques quant à leurs modalités de remboursement ou de rémunération.

Il peut s'agir notamment de clauses d'indexation ou de clauses rendant aléatoire la valeur de remboursement.

Dans ce cas, la prime de remboursement est déterminée forfaitairement en considérant que le taux d'intérêt actuariel à la date d'acquisition est égal à 105 % du dernier taux mensuel des emprunts d'Etat à long terme connu lors de l'acquisition et en retenant comme date de remboursement la date la plus éloignée prévue au contrat..

La prime ainsi déterminée forfaitairement est diminuée le cas échéant des intérêts linéaires (cf. ci-dessus) payés chaque année à échéances régulières.

Si la prime est supérieure à 10 % de la valeur d'acquisition et le prix d'émission est inférieur à 90 % de la valeur de remboursement, la prime doit être imposée de manière étalée sur la durée de vie du produit comme suit :

Dans le cas général, la fraction de la prime et des intérêts (y compris les intérêts linéaires versés chaque année à échéance régulière) à rattacher aux résultats imposables de chaque exercice est calculée en appliquant au prix de souscription ou d'acquisition, majoré, le cas échéant, de la fraction de la prime et des intérêts capitalisés à la date anniversaire de l'emprunt ou du titre, le taux d'intérêt actuariel déterminé à la date de souscription ou d'acquisition. Le taux d'intérêt actuariel est le taux annuel qui, à la date de souscription ou d'acquisition, égalise à ce taux et à intérêts composés les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir.

Si la valeur de remboursement de l'emprunt est aléatoire, la fraction de la prime et des intérêts à rattacher au résultat imposable de chaque exercice est déterminée en retenant comme date de remboursement la date la plus éloignée prévue au contrat et comme taux d'intérêt actuariel 105% du dernier taux mensuel des emprunts d'Etat à long terme connu lors de la souscription et l'excédent de prime « forfaitaire » (par rapport à la prime réelle) ainsi rattaché au résultat est régularisé lors de l'exercice d'imposition de la dernière fraction.

Si ces conditions ne sont pas satisfaites, la prime est imposable lors de son versement (ou au fur et à mesure du versement des intérêts si la prime est constituée d'intérêts).

Les intérêts d'obligations courus sur l'exercice et les primes de remboursement sont soumis à l'impôt sur les sociétés au taux de droit commun de 33 1/3 %, (ou au taux réduit de 15 %, dans la limite de 38 120 euros du bénéfice imposable par période de 12 mois, par les sociétés remplissant les conditions de chiffre d'affaires et de capital prévues à l'article 219 1 b) du C.G.I.) .

Une contribution sociale de 3,3 % est en outre applicable en application des dispositions de l'article 235 ter ZC du C.G.I. : elle est assise sur le montant de l'impôt sur les sociétés diminué d'un abattement qui ne peut excéder 763 000 euros par période d'imposition de 12 mois. Sont toutefois exonérées de cette contribution les entreprises réalisant un chiffre d'affaires hors taxe de moins de 7 630 000 euros et remplissant les conditions de détention du capital prévues à l'article 235 ter ZC du C.G.I.

b) Plus-values

En l'état actuel de la législation, les plus-values (calculées hors coupon couru) réalisées lors de la cession des obligations sont prises en compte pour la détermination du résultat imposable.

Le montant du gain ou de la perte est égal à la différence entre le prix de cession diminué, le cas échéant, des fractions de primes de remboursement imposées, et le prix d'acquisition des obligations.

En cas de réalisation d'une plus-value, celle-ci est imposable à l'impôt sur les sociétés tel que décrit ci-dessus. En cas de réalisation d'une moins-value, elle est déductible du résultat imposable.

3) Personnes morales et entreprises exerçant une activité commerciale relevant de l'impôt sur le revenu (régime du réel normal)

a) Revenus

Les règles de rattachement des intérêts et des primes de remboursement sont identiques à celles rappelées ci-dessus en matière d'impôt sur les sociétés.

Les entreprises peuvent cependant déduire les intérêts de leur bénéfice professionnel et les déclarer au niveau des associés en tant que revenus mobiliers.

Les revenus sont soumis à l'impôt sur le revenu ainsi qu'aux prélèvements sociaux rappelés ci-dessus pour les personnes physiques.

b) Plus-values

Si les titres sont détenus depuis plus de deux ans, la plus value de cession constitue une plus value professionnelle à long terme taxable, après compensation avec les éventuelles moins values à long terme, au taux de 16 % (article 39 quinquies du CGI) majoré des prélèvements sociaux sur les revenus du capital au taux de 12,1%, soit un taux global de 28,1%.

Dans le cas inverse, les plus values sont imposables dans les mêmes conditions que le résultat fiscal (barème progressif et prélèvements sociaux sur les revenus d'activité).

Les moins values nettes à long terme peuvent être imputées sur les plus values à long terme réalisées au cours des dix exercices suivants.

2.2.15.2. Régime fiscal applicable aux non-résidents fiscaux français

a) Revenus

Les intérêts et primes de remboursement des obligations bénéficient de l'exonération de retenue à la source prévue par les articles 125 A III et 131 quater du code général des impôts et ne sont pas soumis aux cotisations et prélèvements sociaux.

b) Plus-values

Les gains réalisés lors de la cession des obligations par les personnes qui ne sont pas fiscalement domiciliées en France au sens de l'article 4 B du C.G.I. ou dont le siège social est situé hors de France (sans avoir d'établissement stable ou de base fixe en France à l'actif duquel seraient inscrites les obligations) sont exonérés d'impôt en France (article 244 bis C du C.G.I. et conventions fiscales internationales).

2.3. ADMISSION SUR EURONEXT, NEGOCIATION

2.3.1. Cotation

Les titres subordonnés feront l'objet d'une demande d'admission sur Euronext Paris. Leur date de cotation prévue est le 26 juin 2009 sous le numéro de code valeur FR 0010762781.

Par ailleurs, un contrat d'animation a été signé avec CALYON sur ces titres.
CALYON a son siège social 9, quai du Président Paul Doumer – 92920 PARIS LA DEFENSE CEDEX.

2.3.2. Restriction à la libre négociabilité des titres

Il n'existe aucune restriction imposée par les conditions de l'émission à la libre négociabilité des titres subordonnés.

2.3.3. Bourse de Cotation

Les titres subordonnés émis sur le marché français par l'Emetteur sont cotés à la Bourse de Paris. Leur cotation est publiée sur Euronext.

2.3.4. Cotation de titres de même catégorie sur d'autres marchés : sans objet.

2.4. RENSEIGNEMENTS GENERAUX

2.4.1. Service financier

Le service financier de l'emprunt (paiement des intérêts échus, remboursement des titres amortis.....), centralisé par CACEIS Corporate Trust. mandaté par l'émetteur sera assuré par les intermédiaires teneurs de comptes titres.

Le service des titres subordonnés (transfert, conversion) est assuré par CACEIS Corporate Trust. mandaté par l'Emetteur.

2.4.2. Tribunaux compétents en cas de contestation

Les tribunaux compétents en cas de litige sont ceux du siège social lorsque la société est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges, sauf disposition contraire du nouveau Code de Procédure Civile.

2.4.3 Droit applicable

Les Titres subordonnés sont émis dans le cadre de la législation française.

2.4.4. But de l'émission

Le produit de cette émission a pour but d'alimenter les Caisses Régionales de Crédit Agricole en fonds propres complémentaires au sens de l'article 4 d du règlement CRBF 90-02.

Radian S.A utilisera ce produit pour souscrire à des émissions de Bons à Moyen Terme Subordonnés (BMTN) émis par ces Caisses régionales.

Les titres étant émis par des entités ayant statut d'établissement de crédit, ces émissions pourront également être intégrées dans les fonds propres surcomplémentaires au sens de la réglementation bancaire (point III de l'article 5 ter du règlement 90-02 relatif aux fonds propres) si les établissements concernés respectent l'engagement suivant :

- ni le principal, ni les intérêts de ces émissions subordonnées ne peuvent être remboursés ou payés, même à l'échéance, si ce remboursement ou paiement implique que les fonds propres de l'établissement cessent alors de respecter l'exigence globale définie à l'article 2-1 de l'arrêté du 20 février 2007 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement.

L'émission de titres réalisée par RADIANT est couverte en tout état de cause par la garantie de Crédit Agricole S.A. selon les termes du point 2.2.11.

2.4.5 Conflit d'intérêt

Les Caisses régionales qui commercialisent les Titres Subordonnés Remboursables en qualité de distributeurs sont également actionnaires de l'émetteur.

PREMIERE PARTIE : L'EMETTEUR

CHAPITRE III

RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR ET SON CAPITAL

3.1. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR

3.1.0. Dénomination sociale : RADIAN

Siège social : 90, Boulevard Pasteur - 75015 Paris – Tél : 01 43 23 45 78

3.1.1. Forme : Société anonyme de nationalité française.

3.1.2. Législation : Elle est régie par le nouveau code de commerce sur les sociétés commerciales.

3.1.3. Date de constitution : 20 septembre 1989

Durée : 99 ans

3.1.4. Objet social (article 3 des statuts)

La société a pour objet de faciliter le financement à moyen et long terme de toutes opérations de quelque nature que ce soit, initiées par des sociétés ou des entreprises. A cet effet :

- elle procède à l'étude et à l'émission de bons ou emprunts subordonnés ou non de nature obligataire dont le produit, préalablement affecté ou non, est employé à la souscription ou l'acquisition de titres émis par les Caisses Régionales de Crédit Agricole,
- elle réalise toutes opérations financières, commerciales.

3.1.5. Registre du commerce et des sociétés : 352 020 150 R.C.S. Paris

Code APE : N° 671-E

3.1.6. Lieu où peuvent être consultés les documents et renseignements relatifs à la société

91-93, boulevard Pasteur - 75015 Paris

3.1.7. Exercice social

Du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.

3.1.8. Répartition statutaire des bénéfices (article 26 des statuts)

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5% au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire. Sur ce bénéfice, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions qu'ils possèdent. En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

La perte, s'il en existe, est inscrite, soit à un compte spécial pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction, soit sur un compte de réserves s'il en existe.

3.2. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LE CAPITAL

3.2.1. Capital social

L'assemblée générale mixte des actionnaires du 18 juin 1999 a décidé d'exprimer la valeur nominale de l'action RADIANT et le montant du capital social de la société RADIANT en euros. Ainsi, à compter du 18 juin 1999, la valeur nominale de l'action RADIANT a été fixée à 15 euros, et le montant du capital social à 750 000 euros, divisé en 50 000 actions entièrement libérées. Il n'existe actuellement aucun autre titre donnant accès au capital.

3.2.2. Capital autorisé non émis : sans objet

3.2.3. Titres non représentatifs du capital : aucun

3.2.4. Titres donnant accès au capital : sans objet

3.3. REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

3.3.1. Evolution du capital : le 25 juin 2002, SEGESPAR qui détenait 99,99% du capital a cédé ses actions à l'ensemble des Caisses Régionales de Crédit Agricole.

3.3.2. Modifications intervenues dans la répartition du capital au cours des trois dernières années cf ci-dessus.

Présentation de la société RADIANT à l'intérieur du Groupe Crédit Agricole

La cession d'actions détenues par la société SEGESPAR a été réalisée le 25 juin 2002 au profit de l'ensemble des Caisses Régionales de Crédit Agricole.

Toutes les Caisses Régionales, au nombre de 39 au 31 décembre 2008, sont représentées au sein du capital. 8 Caisses Régionales détiennent chacune plus de 5 % du capital social : CRCAM du Languedoc (3655 actions, soit 7,31 %), CRCAM Nord Midi Pyrénées (3 481 actions, soit 6,96 %), CRCAM de Champagne-Bourgogne (3 434 actions, soit 6,87 %), CRCAM Brie Picardie (3 118 actions, 6,24 %), CRCAM de Charente-Périgord (3 005 actions, soit 6,01 %), CRCAM de sud Rhône Alpes (2 838 actions, soit 5,68 %), CRCAM des Savoie (2 694 actions, soit 5,39 %), et CRCAM Pyrénées-Gascogne (2 536 actions, soit 5,07 %).

Au sein du Conseil d'Administration, présidé par un Directeur Général de Caisse Régionale, sont présentes ou représentées 3 Caisses Régionales qui figurent parmi celles participant régulièrement aux émissions de titres effectuées par la SA RADIANT.

3.4. MARCHE DES TITRES DE L'EMETTEUR

Se référer à 4.1.1.

Le Conseil d'Administration de la société RADIANT, dans sa séance du 16 avril 1999, a décidé le principe de la conversion, en unité d'un euro, des titres de créances émis avant le 31 décembre 1998 par RADIANT.

Avec l'accord du Conseil des Marchés Financiers, cette conversion a été effectuée le 10 juillet 1999, avec effet le 12 juillet 1999, et a porté sur 13 lignes de Titres Subordonnés Remboursables pour un encours de 10 274 336 000 F. converti en 1 566 312 317 titres d'un euro.

CHAPITRE IV

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE L'EMETTEUR

4.1. PRESENTATION DE LA SOCIETE

4.1.0. Historique de la Société

Créée le 20 novembre 1989, sous le nom de VALINTER IV, la Société n'a exercé aucune activité jusqu'au mois de Novembre 1990.

L'Assemblée Générale Mixte du 2 novembre 1990 a simultanément changé la dénomination sociale de la Société en "RADIAN", l'a dotée d'un capital de F. 5 000 000 et en a modifié l'objet social.

4.1.1. Description de la Société

Bénéficiaire de la garantie de Crédit Agricole S.A., la Société a maintenant pour vocation essentielle de procéder à des émissions publiques et privées de titres subordonnés pour le compte du Groupe Crédit Agricole.

Les fonds recueillis à l'occasion de ces émissions servent à la souscription de titres ayant les mêmes caractéristiques et émis par d'autres sociétés du Groupe.

De ce fait RADIAN a réalisé :

- 1/ En décembre 1990, une émission de 875 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables à conditions refixables d'une durée de 22 ans à un taux de 10,45 % pour le compte de 26 Caisses Régionales. Le 17 décembre 1998, les conditions de rémunération ont été refixées. Le 17 décembre 2005, les conditions de rémunération ont été refixées pour une dernière période de 7 ans à 3,43%
- 2/ En avril 1991, une émission de Titres Subordonnés Remboursables à conditions refixables de 688 millions de francs à un taux de 9,60 % assimilable à la première tranche à partir de la date de refixation soit le 17 décembre 1998, d'une durée de 21 ans et 246 jours pour le compte de 19 Caisses Régionales. Le 17 décembre 1998, après assimilation, les conditions de rémunération ont été refixées. Le 17 décembre 2005, les conditions de rémunération ont été refixées pour une dernière période de 7 ans à 3,43%
- 3/ En septembre 1991, une émission de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 12 ans en échange des Titres Participatifs émis par 85 Caisses régionales et la CNCA en octobre 1985.

Le nombre de Titres Participatifs émis par les Caisses régionales et la CNCA restant en circulation au moment de l'échange s'élevait à 2 500 000.

L'opération a fait l'objet d'une publication au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 30 septembre 1991.

RADIAN, dûment mandaté par chaque co-émetteur de Titres Participatifs, a offert un Titre Subordonné Remboursable à un taux de 9,35 % sur 12 ans et une soulte de 110 F en espèces contre un Titre Participatif de 1.000 F.

Le nombre de Titres Participatifs apportés à l'échange a atteint 1.421.103 soit 56,84 % des titres en circulation.

Les Titres Participatifs ainsi acquis par RADIAN ont été apportés intégralement aux Caisses régionales émettrices en échange de Titres Subordonnés Remboursables émis individuellement par chaque Caisse régionale selon le principe retenu pour les émissions classiques de RADIAN.

- 4/ En novembre 1991, une nouvelle émission de Titres Subordonnés Remboursables avec le choix pour les Caisses régionales d'opter pour une durée longue (21 ans) à conditions refixables ou pour la nouvelle souche à 11 ans et 316 jours créée à l'occasion de l'échange contre les Titres Participatifs en septembre 1991.

Le volume émis a atteint 721 millions de francs répartis en :

- 557 millions de francs à 11 ans 316 jours au taux de 9,35 % pour le compte de 20 Caisses régionales,
- 164 millions de francs à 21 ans au taux de 9,60 % pour le compte de 6 Caisses Régionales. Chacune de ces 2 lignes est assimilable à une ligne préexistante.

Chacune de ces 2 lignes est assimilable à une ligne préexistante.

La seconde ligne assimilable aux deux premières émissions refixables a fait l'objet d'une première refixation le 17 décembre 1998 pour 7 ans à 4,13 % et d'une deuxième refixation le 17 décembre 2005 pour une dernière période de 7 ans à 3,43 %.

- 5/ En juin 1992, une émission de 500 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 11 ans et 121 jours à un taux de 9,35 %, assimilable à la souche créée lors de l'échange de septembre 1991, pour le compte de 14 Caisses régionales.
- 6/ En décembre 1992, une émission de 795 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 12 ans à un taux de 8,65 % pour le compte de 21 Caisses régionales.
- 7/ En juin 1993, une émission de 527 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 12 ans à un taux de 7,50 % pour le compte de 15 Caisses régionales.
- 8/ En décembre 1993, une émission de 280 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 11 ans et 14 jours à un taux de 6,25 % pour le compte de 6 Caisses régionales.
- 9/ En juin 1994, une émission de 495 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 11 ans et 7 jours à un taux de 7,35 % pour le compte de 8 Caisses régionales.
- 10/ En septembre 1994, une émission de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans en échange des Titres Subordonnés Remboursables émis par 52 Caisses régionales en juin 1988.

Le nombre de Titres Subordonnés Remboursables émis par les Caisses régionales restant en circulation au moment de l'échange s'élevait à 344.800.

L'opération a fait l'objet d'une publication au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 23 septembre 1994.

RADIAN, dûment mandaté par chaque co-émetteur de Titres Subordonnés Remboursables de Caisses régionales, a offert un Titre Subordonné Remboursable à un taux de 8,25 % sur 10 ans et une soulte de F. 303 en espèces contre un Titre Subordonné Remboursable de Caisses régionales de F. 5 000.

Le nombre de Titres Subordonnés Remboursables de Caisses régionales apportés à l'échange a atteint 94.633, soit 27,45 % des titres en circulation.

Les Titres Subordonnés Remboursables de Caisses régionales ainsi acquis par RADIAN ont été apportés aux Caisses régionales émettrices en échange de Titres Subordonnés Remboursables émis individuellement par chaque Caisse régionale selon le principe retenu pour les émissions classiques RADIAN.

- 11/ En décembre 1994, une émission de 70 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 9 ans et 308 jours à un taux de 8,25 %, assimilable à la souche créée lors de l'échange de septembre 1994, pour le compte d'une Caisse régionale.
- 12/ En juin 1995, une émission de 100 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 8 ans 360 jours à un taux de 7,35 %, assimilable à la ligne 7,35 % émise en juin 1994, pour le compte d'une Caisse régionale.
- 13/ En septembre 1996, une émission de 620 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 6,50 %, pour le compte de 11 Caisses régionales.

- 14/ En octobre 1996, une émission de 1 345 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 6,00 %, pour le compte d'une filiale.
- 15/ En décembre 1996, une émission de 80 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 9 ans et 328 jours à un taux de 6,00 %, assimilable à la ligne 6,00 % émise en octobre 1996, pour le compte d'une Caisse régionale et d'une filiale.
- 16/ En juin 1997, une émission de 110 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 9 ans et 143 jours à un taux de 6,00 %, assimilable à la ligne 6,00 % émise en octobre 1996, pour le compte de deux Caisses régionales.
- 17/ En décembre 1997, une émission de 437 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 5,60 % pour le compte de cinq Caisses Régionales et d'une filiale.
- 18/ En décembre 1998, une émission de 1 075 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 4,50 %, pour le compte de onze Caisses régionales et de deux filiales.
- 19/ En avril 1999, une émission de 92 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 4,10% pour le compte d'une filiale.
- 20/ En juin 1999, une émission de 129,35 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,50% pour le compte de dix-huit Caisses régionales.
- 21/ En novembre 1999, une émission de 140,8 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,25 % pour le compte de dix-sept Caisses régionales.
- 22/ En juin 2000, une émission de 173,5 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,55 % pour le compte de dix-neuf Caisses régionales.
- 23/ En décembre 2000, une émission de 144,5 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,65 % pour le compte de dix Caisses régionales et une filiale.
- 24/ En mai 2001, une émission de 85 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,40 % pour le compte d'une filiale.
- 25/ En juin 2001, une émission de 71,5 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,65 % pour le compte de 12 Caisses Régionales.
- 26/ En novembre 2003, une émission de 113 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,50 % pour le compte de 11 Caisses Régionales.
- 27/ En novembre 2004, une émission de 77,2 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,10 % pour le compte de 5 Caisses Régionales.
- 28/ En juin 2005, une émission privée pré-placée de 200 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 15 ans ayant la première année un coupon fixe de 3,60 % puis les années suivantes des coupons indexés sur l'indice IPC des Prix à la Consommation français (hors Tabac)
- 29/ En novembre 2005, une émission de 110 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 12 ans au taux de 3,60 % pour le compte de 8 Caisses Régionales.
- 30/ En novembre 2006, une admission de 115 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,306 % pour le compte de 5 Caisses Régionales.
- 31/ En novembre 2006, une émission publique de 108 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 12 ans au taux de 4,05 % pour le compte de 7 Caisses Régionales.

- 32/ En décembre 2006, une admission de 395 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,346% pour le compte de 11 Caisses Régionales.
- 33/ En juillet 2007, une émission de 105 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,80% pour le compte de 6 Caisses Régionales.
- 34/ En décembre 2007, une émission de 57 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,10 % pour le compte de 5 Caisses Régionales.
- 35/ En juin 2008, une émission de 234 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 6,05 % pour le compte de 8 Caisses Régionales.
- 36/ En décembre 2008, une émission de 71 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 6,05 % pour le compte de 2 Caisses Régionales.

Depuis sa création et jusqu'au 31 décembre 1998, 3 emprunts émis par RADIAN SA restent en vie et leur encours au 31 décembre 2008 est de 1 727 millions de francs (équivalant en euros à 263,28 millions) et à compter du 1^{er} janvier 1999, la société a émis 18 lignes d'emprunts dont l'encours au 31 décembre 2008 est de 2 414,14 millions d'euros sous forme de Titres Subordonnés Remboursables répartis comme suit :

Date	Durée à l'émission : 22 ans	Durée à l'émission : ≤ 12 ans	Encours hors prime d'émission au 31 décembre 2008
Décembre 1990	875 millions de francs		133 392 882 euros
Avril 1991	688 millions de francs		104 884 922 euros
Décembre 1991	164 millions de francs		25 001 637 euros
Sous total	1 727 millions de francs		263 279 441 euros
Avril 1999		92,000 millions d'euros	92 000 000 euros
Juin 1999		126,650 millions d'euros	126 650 000 euros
Novembre 1999		140,800 millions d'euros	140 800 000 euros
Juin 2000		168,500 millions d'euros	168 500 000 euros
Décembre 2000		144,500 millions d'euros	144 500 000 euros
Mai 2001		85,000 millions d'euros	85 000 000 euros
Juin 2001		71,500 millions d'euros	71 500 000 euros
Novembre 2003		113,000 millions d'euros	113 000 000 euros
Novembre 2004		77,200 millions d'euros	77 200 000 euros
Juin 2005		200,000 millions d'euros	200 000 000 euros
Novembre 2005		110,000 millions d'euros	110 000 000 euros
Novembre 2006		115,000 millions d'euros	115 000 000 euros
Novembre 2006		108,000 millions d'euros	108 000 000 euros
Décembre 2006		395,000 millions d'euros	395 000 000 euros
Juillet 2007		105,000 millions d'euros	105 000 000 euros
Décembre 2007		57,000 millions d'euros	57 000 000 euros
Juin 2008		234,000 millions d'euros	234 000 000 euros
Décembre 2008		71,000 millions d'euros	71 000 000 euros
Sous total		2 414,15 millions d'euros	2 414 150 000 euros
Total en euros			2 677 429 441 euros

Tous les emprunts énumérés ci-dessus sont cotés à EURONEXT PARIS. Leur cotation est publiée sur EURONEXT

4.1.2/ 4.1.3. Données chiffrées sur les volumes de production et ventilation du montant net du chiffre d'affaires au cours des trois derniers exercices : sans objet

4.1.4/ 4.1.5. Faits exceptionnels et litiges

Il n'existe actuellement aucun fait exceptionnel ni aucune affaire contentieuse qui soit susceptible d'affecter de façon significative l'activité, les résultats et la situation financière de la Société RADIANT.

4.2. SITUATION DE DEPENDANCE

La Société RADIANT n'est dépendante à l'égard d'aucun brevet ou licence et d'aucun contrat d'approvisionnement industriel, commercial ou financier. Toutes les opérations présentes et à venir bénéficient et bénéficieront systématiquement de la garantie de Crédit Agricole S.A..

4.3. EVOLUTION DES EFFECTIFS

La Société RADIANT n'a pas d'effectif.

4.4. POLITIQUE D'INVESTISSEMENTS

Aucun investissement n'est réalisé par la société RADIANT. En 2008, la société RADIANT reste l'instrument privilégié de levées en fonds propres complémentaires, au sens de l'article 4d du règlement CRBF 90-02, pour les Caisses Régionales.

4.5. FILIALES DE L'EMETTEUR

Sans objet

4.6 RISQUES DE L'EMETTEUR

4.6.1 Facteurs de risques propres à l'émetteur ou à son secteur d'activité

Selon les principes du montage des émissions, celles-ci ne doivent pas générer de risques, du fait de l'adossement entre émissions réalisées par la société RADIANT et les émissions réalisées par les Caisses régionales.

Risques juridiques

Il n'existe aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, l'activité ou les résultats de la société RADIANT.

4.6.2 Dispositif de contrôle interne général

- Le conseil d'administration est informé de l'organisation et du dispositif du contrôle interne. Il est impliqué dans la compréhension des principaux équilibres financiers de l'entreprise. Il lui est périodiquement présenté que l'adossement en taux et en marge de la société est assuré. Il approuve l'organisation générale de l'entreprise ainsi que celle de son dispositif de contrôle interne
- L'organe exécutif est directement impliqué dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne. Il s'assure que les stratégies et limites de risques sont compatibles avec la situation financière (niveaux des fonds propres, résultats) et les stratégies arrêtées par l'organe délibérant ;

4.6.3 La qualité de crédit de l' Emetteur

Les titres subordonnés constituent des engagements directs, généraux, inconditionnels et non assortis de sûreté de l'Emetteur. Le principal des Titres subordonnés Remboursables constitue une dette subordonnée de l'Emetteur. Les intérêts sur les Titres Subordonnés Remboursables constituent une dette chirographaire de l'Emetteur.

En achetant les Titres Subordonnés Remboursables, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit de l'Emetteur et de nulle autre personne.

4.6.4 Procédures judiciaires et d'arbitrage

Pour la période couvrant les douze derniers mois, la société RADIANT n'a eu connaissance d'aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société.

4.7 Solvabilité : sans objet

4.8 Contrats importants : sans objet

CHAPITRE V

PATRIMOINE, SITUATION FINANCIERE, RESULTATS

COMPTES DE L'EXERCICE CLOS le 31 décembre 2008

I) RAPPORT DE GESTION

RADIAN
Société anonyme à Conseil d'administration
au capital de 750.000 euros
Siège social : Immeuble Cotentin
90, bd Pasteur
75015 PARIS
RCS Paris n°B 352 020 150

RAPPORT DE GESTION SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2008

Chers actionnaires,

Le présent rapport a pour objet de vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2008, des résultats de cette activité et des perspectives d'avenir, et de soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice. Ces comptes sont joints au présent rapport.

1. PRESENTATION DES COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2008
--

1.1 Situation et activité de la Société au cours de l'exercice écoulé

L'activité de la Société RADIAN s'est concrétisée au travers de deux émissions de Titres Subordonnés Remboursables RADIAN sur l'année 2008. Le produit de ces émissions a pour but d'alimenter les Caisses Régionales de Crédit Agricole en fonds propres complémentaires au sens de l'article 4 d du règlement CRBF 90-02. Ces émissions ont ainsi contribué à l'amélioration du niveau des Ratios de Solvabilité (CRD) des Caisses Régionales. En 2008, les Caisses Régionales ont continué à développer leurs crédits (64,4 Md€ de réalisations de prêts en 2008 portant la croissance de leurs encours de crédit à + 6,7 %) et à participer au développement du Groupe Crédit Agricole. Elles ont notamment participé à la dernière augmentation de capital de Crédit Agricole S.A. réalisée le 7 juillet 2008.

Ainsi au cours de l'année 2008, la SA RADIAN a été sollicitée deux fois au total pour 305 M€ :

- en juin, sous la forme d'une émission publique dans le réseau de 234 M€, d'une durée de 10 ans, avec un taux fixe de 6,05 % ; cette émission a été effectuée pour le compte de 8 Caisses régionales.
- en décembre également, sous la forme d'une deuxième émission publique de 71 M€, d'une durée de 10 ans, avec un taux fixe de 6,05 % ; cette émission a été réalisée pour le compte de 2 Caisses régionales.

En 2008, deux émissions sont arrivées à échéance pour un montant total de 382,8 M€ correspondant à la ligne 5,25 % de juin 1998 et à celle de 4,50 % de décembre 1998.

Au global, les encours des TSR RADIAN ont diminué de 77,8 Millions d'€ au cours de l'année 2008.

1.2 Analyse de l'évolution des affaires au regard de leur volume et de leur complexité

S'agissant de l'analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société,

notamment de sa situation d'endettement, nous vous renvoyons aux développements sur la situation et l'activité de la Société ci-dessus.

➤ **Indicateurs clés de performance de nature non financière**

Pas de survenance de risque opérationnel (pas d'erreur dans le montage des opérations, pas d'erreur dans les flux de paiement, respect des calendriers d'émission).

➤ **Description des principaux risques et incertitudes**

Selon les principes du montage des émissions, celles-ci ne doivent pas générer de risque financier, du fait de l'adossement entre émissions réalisées par la société Radian et émissions réalisées par les Caisses Régionales.

Périodiquement, la Direction de la Gestion Financière de Crédit Agricole S.A. s'assure de l'équilibre actif / passif de la Société Radian sur le stock des émissions en vie.

➤ **Indications sur l'utilisation des instruments financiers par la Société (objectifs et politique en matière de gestion des risques financiers et couverture des risques) :**

La société ne recourt pas aux instruments financiers.

1.3 Activités en matière de recherche et de développement

Néant.

1.4 Evènements importants intervenus depuis la clôture de l'exercice

Néant.

1.5 Evolution prévisible de la situation et perspectives d'avenir

En 2009, pour permettre aux Caisses Régionales de maintenir des ratios CRD de bon niveau, en levant des fonds propres complémentaires, la SA RADIANT leur proposera à nouveau des émissions au rythme d'au moins une émission chaque semestre en fonction de leurs besoins et en particulier pour continuer à financer l'économie.

1.6 Présentation des comptes annuels

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2008 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Le bilan et le compte de résultat figurent en annexe.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Toutes précisions et justifications figurent en annexe.

1.7 Exposé des comptes sociaux de RADIANT

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008 :

➤ **Bilan**

Le total du bilan s'élève à 2,720 milliards d'Euros contre 2,795 milliards au 31 décembre 2007.

Les valeurs mobilières de placement s'élèvent à 2,042 millions suite au placement de 101 CPR CASH au premier trimestre 2007 auxquelles se rajoutent près de 1,157 millions d'euros en compte courant.

Le montant du report à nouveau est de 540 740 euros qui proviennent de 590 740 euros de report à nouveau en 2007 diminué de 50 000 euros prélevés pour le paiement des dividendes en juin 2008 suite à la décision de l'AG ordinaire du 18 juin 2008.

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés s'élèvent à 1 056 036 euros contre 1 011 411 euros au 31 décembre 2007. Ce montant comprend principalement les commissions de garanties, de service financier et service titre sous forme de provisions passées pour l'ensemble des Titres Subordonnés Remboursables (TSR) Radian.

➤ Produits et Charges

Le résultat d'exploitation s'élève à - 9,514 millions d'Euros contre - 7,196 millions d'euros en décembre 2007. Ce résultat regroupe les commissions de service financier, titre et de garantie.

Les produits financiers sont de 138,055 millions d'euros dont 131,427 millions d'intérêts de TSR émis par les Caisses Régionales et 6,628 millions d'autres intérêts et produits assimilés.

Les charges financières sont de 128,032 millions d'euros dont 126,614 millions d'intérêts de TSR émis par Radian et 1,418 million de dotations aux amortissements de primes de TSR publics.

Le résultat financier s'élève en conséquence à 10,023 millions d'euros.

Ces comptes font apparaître au 31 décembre 2008 un bénéfice fiscal de 614 105 euros et un bénéfice comptable de 270 802 euros contre 172 504 euros au 31 décembre 2007.

Le bénéfice comptable de 270 802 euros s'entend hors plus value latente du portefeuille de placement qui s'élève au 31/12/2008 à 158 518,49 euros.

La charge d'impôt au 31/12/2008 s'élève à 237 452 euros dont 32 750 d'impôt forfaitaire annuel (IFA).

1.8 Dépenses somptuaires et charges non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 *quater* et 223 *quinquies* du Code Général des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent en charge aucune dépense non déductible du résultat fiscal.

1.9 Filiales et participations – sociétés contrôlées

La Société n'a aucune filiale ou participation et ne contrôle aucune société au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce.

➤ *Prises de participation ou de contrôle* : Néant.

➤ *Evolution des participations – cessions de participations / Régularisation de participations croisées* : Néant.

Nous vous demandons conformément à l'article L. 225-100 du Code de commerce de bien vouloir approuver les comptes sociaux qui vous sont présentés en annexe.

2. AFFECTATION DU RESULTAT

Nous vous proposons d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2008, s'élevant à 270.802 euros :

- Bénéfice de l'exercice :	270.802 euros
- Report à nouveau :	540.740 euros
Constituant un résultat distribuable de :	811.542 euros

Affectation :

- à titre de dividendes :	50.000 euros
- le solde, au compte de Report à nouveau :	761.542 euros

Le dividende de 1 euro par action serait mis en paiement au siège social à compter du 25 juin 2009.

Rappel des dividendes distribués

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis de Code général des impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois exercices précédents, ont été les suivantes :

Exercice du bénéfice distribué	Dividende par action	Réfaction (art. 243 bis CGI)	
		Montant éligible	Montant non éligible
Exercice clos le 31/12/2005	1 €	3 €	49.997 €
Exercice clos le 31/12/2006	1 €	3 €	49.997 €
Exercice clos le 31/12/2007	1 €	3 €	49.997 €

3. INFORMATIONS JURIDIQUES

3.1 Conventions

Vous aurez en outre à vous prononcer sur les conventions relatées dans le rapport spécial de vos Commissaires aux Comptes, établi en application de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

Par ailleurs, nous vous indiquons que les commissaires aux comptes ont été informés de l'absence de conclusion de conventions courantes conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières sont significatives pour les parties.

3.2 Principaux actionnaires

Nous vous indiquons conformément à l'article L. 233-13 du Code de commerce, de l'identité des actionnaires qui possèdent plus de 5 % du capital social :

- CRCAM du Languedoc : 3.655 actions, soit 7,31 % du capital social.
- CRCAM Nord Midi Pyrénées : 3.481 actions, soit 6,96 % du capital social.
- CRCAM de Champagne-Bourgogne : 3.434 actions, soit 6,87 % du capital social.
- CRCAM de Brie-Picardie : 3.118 actions, soit 6,24 % du capital social.
- CRCAM de Charente-Périgord : 3.005 actions, soit 6,01 % du capital social.
- CRCAM de Sud Rhône Alpes : 2.838 actions, soit 5,68 % du capital social.
- CRCAM des Savoie : 2.694 actions, soit 5,39 % du capital social.
- CRCAM Pyrénées-Gascogne : 2.536 actions, soit 5,07 % du capital social.

3.3 Acquisition d'actions destinées à être attribuées aux salariés dans le cadre de l'intéressement du personnel aux fruits de l'expansion de l'entreprise

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-211 al. 2 du Code de commerce, nous vous rendons compte de l'acquisition d'actions destinées à être attribuées aux salariés dans le cadre de l'intéressement du personnel aux fruits de l'expansion de l'entreprise :

Néant.

3.4 Participation des salariés au capital

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, nous vous rendons compte de l'état de la participation des salariés au capital de la Société au dernier jour de l'exercice, soit le 31 décembre 2008 : **0 %**.

3.5 Opérations réalisées par les dirigeants, les hauts responsables ou par les personnes auxquelles ils sont étroitement liées, sur leurs titres :

Conformément aux dispositions des articles L. 621-18-2 et R. 621-43-1 du Code monétaire et financier, nous vous rendons compte des opérations réalisées par les dirigeants, les hauts responsables ou par les personnes auxquelles ils sont étroitement liées, sur leurs titres :

Aucune opération de ce type n'a été effectuée au cours de l'exercice 2008.

3.6 Eléments de calcul et résultats de l'ajustement des bases de conversion et des conditions de souscription ou d'exercice des valeurs mobilières donnant accès au capital ou des options de souscription ou d'achat d'actions :

La Société n'a pas émis de valeurs mobilières donnant accès au capital ou d'options de souscription ou d'achat d'actions au cours de l'exercice 2008.

3.7 Situation des mandats des Administrateurs

Les mandats d'Administrateurs de Madame Sylvie VERNET-GRUOT, Monsieur Jean PHILIPPE, la CRCAM Charente-Périgord et la CRCAM Nord de France arrivent à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Nous vous proposons, en conséquence, de renouveler leurs mandats pour la durée statutaire de 3 ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

3.8 Rémunération des mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, nous vous informons qu'au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2008, les mandataires sociaux de la Société n'ont perçu aucune rémunération ni aucun jeton de présence. Ils n'ont pas reçu non plus d'engagement à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

Pour les mandataires sociaux exerçant des fonctions salariées au sein du groupe Crédit Agricole, seules les rémunérations et avantages dont le coût est supporté par la Société sont concernés par cette information.

3.9 Liste des mandats sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1, al. 3 du Code de commerce, nous vous communiquons ci-après la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercées dans toutes sociétés par chacun des mandataires sociaux de la Société au cours de l'exercice écoulé :

▪ M. Jacques DURAND

<i>Société</i>	<i>Forme juridique</i>	<i>Mandats et fonctions exercés au cours de l'année 2008</i>
FRANCE NORD TELESURVEILLANCE		Président
CRITEL		Administrateur
RADIAN	SA	Représentant permanent de la CRCAM Nord de France, Administrateur

▪ **M. Pierre FORT**

<i>Société</i>	<i>Forme juridique</i>	<i>Mandats et fonctions exercés au cours de l'année 2008</i>
CETECAR	GIE	Représentant permanent de la CRCAM Champagne-Bourgogne
CREDIT AGRICOLE TITRES	SNC	Membre du Comité consultatif
RADIAN	SA	Représentant permanent de la CRCAM Champagne-Bourgogne, Administrateur

▪ **M. François MACE**

<i>Société</i>	<i>Forme juridique</i>	<i>Mandats et fonctions exercés au cours de l'année 2008</i>
CRCAM CHARENTE-PERIGORD		Directeur Général
GIE COMETE	GIE	Président
CREDIT AGRICOLE SA	SA	Membre du Conseil d'Orientation Agro-Alimentaire Groupe
PLEINCHAMP	SAS	Vice-Président
RADIAN	SA	Administrateur
FNCA	Fédération	Membre de la Commission des Ressources Humaines
		Membre de la Délégation Fédérale de Négociation
UNI-EDITIONS	SAS	Membre du Conseil de Gestion
JOHN-DEERE Crédit	SAS	Président
GRAND SUD OUEST CAPITAL	SA	Administrateur
FIRECA	SAS	Administrateur
CAMCA et CAMCA LUXEMBOURG	SA	Administrateur et Membre du Bureau
SOFINCO	SA	Administrateur
MERIDIAN BANK	SA	Administrateur
CARI	SA	Administrateur
CALYON	SA	Administrateur
MEDEF de CHARENTE	Association	Administrateur

▪ **M. Olivier NICOLAS :**

<i>Société</i>	<i>Forme juridique</i>	<i>Mandats et fonctions exercés au cours de l'année 2008</i>
AFGAP	L1901	Administrateur
BFT	SA	Administrateur
CA BOURSE	SAS	Membre du Conseil de Gestion
CASANLI	SA Lux	Représentant permanent de CREDIT AGRICOLE SA, Administrateur
CREDIT AGRICOLE ASSET MANAGEMENT	SA	Administrateur
CREDIT AGRICOLE ASSET MANAGEMENT GROUP	SA	Administrateur
CREDIT AGRICOLE COVERED BONDS	SA	Administrateur
CREDIT AGRICOLE LEASING	SA	Administrateur
CREDIT AGRICOLE S.A.	SA	Responsable de la Gestion Financière (FIN)
CREDIT LOGEMENT	SA	Représentant permanent de CREDIT AGRICOLE S.A., Administrateur - Président du Comité d'audit
DELFINANCES	SAS	Membre du Conseil de Gestion
FONCARIS*	SA	Administrateur
GROUPEMENT DES PROVINCES DE FRANCE (GPF)	SA	Représentant permanent de CREDIT

		AGRICOLE SA, Administrateur
RADIAN	SA	Directeur Général Administrateur
PREDICA	SA	Administrateur
SOCIETE DE GESTION DU FONDS DE GARANTIE DE L'ACCESSION SOCIALE A LA PROPRIETE (SGFGAS)	SA	Représentant permanent de CREDIT AGRICOLE SA, Administrateur
SOCIETE D'EPARGNE FONCIERE AGRICOLE (SEFA)	SC	Membre du Conseil de Surveillance
UNIMAT	SA	Administrateur

* Mandats ou fonctions libérés en 2008

▪ **M. Jean PHILIPPE :**

<i>Société</i>	<i>Forme juridique</i>	<i>Mandats et fonctions exercés au cours de l'année 2008</i>
CRCAM Pyrénées-Gascogne		Directeur Général
SA GRAND SUD OUEST CAPITAL	SA	Représentant Permanent de la CRCAM Pyrénées-Gascogne, Administrateur
BANKOA	SA	Représentant Permanent de la CRCAM Pyrénées-Gascogne, Administrateur
MERCAGENTES	SA	Représentant Permanent de la CRCAM Pyrénées-Gascogne, Administrateur
MERCAGESTION	SA	Représentant Permanent de la CRCAM Pyrénées-Gascogne, Administrateur
RADIAN	SA	Président du Conseil d'administration
FONCARIS	SA	Administrateur Membre du Comité des Engagements*
CAMPY	Association	Président* puis Directeur Délégué
Association Nationale des Cadres de Direction	Association	Président
Crédit Agricole Solidarité et Développement	Association	Administrateur
SYNERGIE	GIE	Administrateur
EUROFACTOR	SA	Membre du Conseil de surveillance
CREDIT AGRICOLE CHEVREUX	SA	Administrateur
CALYON	SA	Administrateur Membre du Comité d'Audit
CREDIT AGRICOLE COVERED BOND	SA	Administrateur
FIRECA	SAS	Administrateur
FNCA	Fédération	Rapporteur de la Commission Mutualiste* Membre du Comité Vie Mutualisme*
CREDIT AGRICOLE SA	SA	Membre du Comité de pilotage Cap Relations Clients*
FNCA	SA	Président du Comité de Pilotage Multicanal*

* Mandats ou fonctions libérés en 2008

▪ **Mme Sylvie VERNET-GRUOT**

<i>Société</i>	<i>Forme juridique</i>	<i>Mandats et fonctions exercés au cours de l'année 2008</i>
CACEIS CORPORATE TRUST * et **	SA	Présidente du Directoire
CREDIT AGRICOLE INTERNATIONAL EMPLOYEES	SA	Administrateur
RADIAN	SA	Administrateur
DIGIMEDIA INTERACTIVE*	SASU	Membre du Conseil de gestion
REGISTRAR	GIE	Présidente
FCPE CREDIT AGRICOLE AVENIR	FCPE	Membre titulaire

* Mandats ou fonctions libérés en 2008

***La société a changé de mode d'administration et de gouvernance le 30 juin 2008 pour devenir une SA à conseil d'administration.*

▪ **M. Andrew WATSON**

<i>Société</i>	<i>Forme juridique</i>	<i>Mandats et fonctions exercés au cours de l'année 2008</i>
RADIAN	SA	Représentant permanent de CAAM GROUP, Administrateur
BFT		Administrateur
CAL (Luxembourg)		Administrateur
CAAM ALTERNATIVE INVESTMENTS SERVICES INC.		Administrateur
SEGESPAR IT SERVICES	GIE	Président du Conseil de surveillance
CREELIA	SAS	Président du Directoire
EUROPEAN PARTNERS IN EMERGING MARKETS INC.		Vice-Président du Conseil d'administration
SEGESPAR FINANCE	SA	Président du Conseil d'administration Et Directeur Général
EMERGING MARKETS MANAGEMENT LLC		Administrateur
GREEN WAY SELECT FUND PLC		Administrateur
CAAM ALTERNATIVE INVESTMENTS HOLDING	SA	Administrateur
LCL MONETAIRE JOUR	SICAV	Président du Conseil d'administration
CAAM FINANCIAL SOLUTIONS	SA	Administrateur
CACEIS SAS	SAS	Membre du Conseil de surveillance
CAAM SAUDI FRANSI		Administrateur
CAAM US HOLDING INC.		Administrateur

4. ANNEXES

Est joint en annexe au présent rapport, le **tableau des résultats** prévu par l'article R. 225-102 du Code de commerce.

Aucune délégation de compétence ou de pouvoir accordée par l'assemblée générale au Conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital n'étant en cours de validité, il n'y a pas lieu d'annexer le tableau récapitulatif visé à l'article L. 225-100, al. 7 du Code de commerce.

De même, aucune délégation de compétence ou de pouvoir n'ayant été accordée par l'assemblée générale dans le domaine des augmentations de capital au cours de l'exercice écoulé, il n'y a pas lieu d'annexer le rapport complémentaire du Conseil visé à l'article L. 225-129-5 du Code de commerce.

En l'absence de plan d'attribution d'options de souscription et d'achat d'actions, il n'y a pas lieu d'établir le rapport spécial du Conseil d'administration visé à l'article L. 225-184 du Code de commerce.

En l'absence de plan d'attribution d'actions gratuites, il n'y a pas lieu d'établir le rapport visé à l'article L. 225-197-4 du Code de commerce.

Rapport sur le contrôle interne

En application des dispositions de l'article L. 225-37 al. 6 du Code de commerce, nous allons vous donner lecture du rapport du Président sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration ainsi que des procédures de contrôle mises en place par la Société.

Nous vous rappelons que ce rapport fera l'objet d'une mise en ligne sur le site de RADIAN en application de l'article 221-1 et 221-3 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) et d'un dépôt auprès de l'AMF en application de l'article 221-5 dans les conditions fixées par une instruction de l'AMF.

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises.

Le Conseil d'administration

II) BILAN AU 31 décembre 2008
(en euros)

ACTIF

	MONTANT BRUT	AMORTISSEMENTS	NET 31/12/2008	NET 31/12/2007	ANNEXES
Autres participations					
Autres titres immobilisés	2 665 822 228		2 665 822 228	2 759 082 974	Annexe 1 (a)
Prêts	15 006 258		15 006 258		
Autres immobilisations financières	35 354 775		35 354 775	32 339 626	Annexe 1 (b)
ACTIF IMMOBILISE	2 716 183 261		2 716 183 261	2 791 422 600	
Autres créances	1 852		1852		
Valeurs mobilières de placement	2 041 696		2 041 696	2 041 696	
Disponibilités	1 157 211		1 157 211	798 862	
ACTIF CIRCULANT	3 200 759		3 200 759	2 840 558	
Primes de remboursement des obligations	202 809		202 809	480 545	Annexe 1 (b)
TOTAL GENERAL	2 719 586 829		2 719 586 829	2 794 743 703	

PASSIF

	NET 31/12/2008	NET 31/12/2007	ANNEXES
Capital social ou individuel dont versé	750 000	750 000	Annexe 1 (d)
Réserve légale	76 224	76 224	
Réserves réglementées	12 245	12 245	
Autres réserves	853 251	853 251	
Report à nouveau	540 740	418 236	
RESULTAT DE L'EXERCICE	270 802	172 504	
CAPITAUX PROPRES	2 503 262	2 282 460	Annexe 1 (e)
Provisions pour charges	392 290	392 290	
PROVISIONS	392 290	392 290	Annexe1(c)
DETTES FINANCIERES			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers	2 715 302 731	2 790 816 149	Annexe 1 (b)
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 056 036	1 011 411	Annexe 1 (b)
Dettes fiscales et sociales	332 510	241 393	Annexe 1 (b)
DETTES	2 716 691 277	2 792 068 953	
TOTAL GENERAL	2 719 586 829	2 794 743 703	

COMPTE DE RESULTAT AU 31 décembre 2008
(en euros)

	NET 31/12/2008	NET 31/12/2007	ANNEXES
Production vendue de services			
Chiffre d'affaires net			
Autres produits			
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Autres achats et charges externes	9 197 628	6 916 866	
Impôts, taxes et versements assimilés	219 238	204 411	
Autres charges	97 407	74 686	
CHARGES D'EXPLOITATION	9 514 273	7 195 963	
RESULTAT D'EXPLOITATION	-9 514 273	-7 195 963	
Perte supportée ou Bénéfice transféré			
Produits financiers de participation			
Produits autres valeurs mobilières, créances immo.	131 426 516	126 983 616	Annexe 1 (f)
Autres intérêts et produits assimilés	6 628 167	4 418 798	
Reprises sur provisions et transferts de charges			
Produits nets cession valeurs mobilières placement			
PRODUITS FINANCIERS	138 054 683	131 402 414	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	1 418 309	1 640 231	
Intérêts et charges assimilées	126 613 847	122 235 777	
CHARGES FINANCIERES	128 032 156	123 876 008	
RESULTAT FINANCIER	10 022 527	7 526 406	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	508 254	330 443	
Produits exceptionnels sur opérations en capital			
Reprises sur provisions et transferts de charges			
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions			
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
RESULTAT EXCEPTIONNEL			
Impôts sur les bénéfices	237 452	157 939	
TOTAL DES PRODUITS	138 054 683	131 402 414	
TOTAL DES CHARGES	137 783 881	131 229 910	
BENEFICE OU PERTE	270 802	172 504	

ANNEXE 1

ETATS FINANCIERS AU 31 décembre 2008

I. FAITS CARACTERISTIQUES

Au cours de l'exercice 2008, RADIAN a connu deux amortissements :

- sur la ligne de juin 98 à 5,25% pour un montant de 224 862 292 euros
- sur la ligne de décembre 98 à 4,50 % pour un montant de 157 909 217 euros.

Radian a effectué deux émissions pour un montant total de 305 000 000 euros réparti comme suit :

- une émission de juin 2008 pour un montant de 234 000 000 euros d'une durée de 10 ans au taux fixe de 6,05 %. Cette souscription se décompose en 219 000 000 euros de Titres Subordonnés Remboursables et 15 000 000 euros de souscription de prêt subordonné présentant des caractéristiques identiques.
- Une émission en décembre 2008 pour un montant de 71 000 000 euros d'une durée de 10 ans au taux fixe de 6,05%. En parallèle, Radian a souscrit à 2 Bons à Moyen Terme Négociable Subordonné.

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

La situation au 31 décembre 2008 a été établie selon les mêmes règles que l'arrêté annuel au 31 décembre 2007. Les règles et principes comptables édictés par le nouveau plan comptable général (règlement CRC 99-03 du 29 avril 1999) s'appliquent.

Les choix, parmi les méthodes légales, sont les suivantes :

- Les titres de participation sont comptabilisés à leur prix d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.
- Lorsque des émissions et des souscriptions comportent une prime d'émission :
 - Les titres souscrits par RADIAN auprès des caisses régionales sont enregistrés à leur coût d'acquisition, primes d'émission incluses ou net de primes d'émission selon que le titre est émis au-dessus ou en dessous du pair.
 - Les titres émis par RADIAN auprès du public sont comptabilisés pour la valeur totale de remboursement. Les primes d'émission sont inscrites au passif pour les émissions au-dessus du pair et à l'actif dans le cas d'émissions en dessous du pair.
 - Les primes d'émission sont inscrites au compte de résultat de façon linéaire sur la durée des souscriptions et des emprunts.
- Les sorties des titres de participation, des autres titres immobilisés et des valeurs mobilières de placement, sont valorisées d'après la méthode PEPS.
- La comptabilisation d'une provision pour impôt dans les comptes sociaux de RADIAN traduit la charge future d'impôt sur les sociétés dont il conviendra d'effectuer le calcul sur la base des coupons courus au 31 décembre 1992, des titres subordonnés souscrits auprès des Caisses Régionales dont l'imposition est reportée à la date de cession ou de remboursement des titres.

a) IMMOBILISATIONS (en euros)

Les mouvements comptables concernant les immobilisations financières jusqu'au 31 décembre 2008 sont les suivants :

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Début exercice	Acquisitions/Emissions
Autres participations		
Autres titres immobilisés <i>et prêt (1)</i>	2 759 082 974	305 379 860
Autres immobilisations financières (intérêts courus non échus des titres subordonnés)	32 339 626	7 542 455
TOTAL GENERAL	2 791 422 600	312 922 315

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Amortissement / Rachat	Amortissement Prime 2008	Fin exercice
Autres participations			
Autres titres immobilisés et prêt (1)	382 771 509	862 839	2 680 828 486
Autres immobilisations financières (intérêts courus non échus des titres subordonnés)	6 318 195	-1 790 889	35 354 775
TOTAL GENERAL	389 089 704	-928 050	2 716 183 261

(1) *Détail des titres immobilisés et prêt*

DETAIL DES TITRES IMMOBILISES ET PRET			Nominal	Prime d'émission	Amortissements prime d'émission	Total
DECEMBRE	1 990	3,89%	133 392 882			133 392 882
AVRIL	1 991	3,89%	104 884 922	33 611	6 789	104 911 744
DECEMBRE	1 991	3,89%	25 001 637	67 912	13 717	25 055 832
JUIN	1 998	5,40%		219 934	219 934	
DECEMBRE	1 998	4,65%		372 686	372 686	
MAI	1 999	4,25%	92 000 000	-73 912	-53 462	91 979 550
JUIN	1 999	4,65%	126 650 000	-75 720	-50 757	126 625 037
NOVEMBRE	1 999	5,40%	140 800 000	-330 913	-173 516	140 642 603
JUIN	2 000	5,70%	168 500 000	201 092	81 057	168 620 035
DECEMBRE	2 000	5,80%	144 500 000	63 024	21 578	144 541 446
MAI	2 001	5,40%	85 000 000	1 737	511	85 001 226
JUIN	2 001	5,50%	71 500 000	25 530	7 381	71 518 149
NOVEMBRE	2 003	4,63%	113 000 000	549 909	93 743	113 456 166
NOVEMBRE	2 004	4,23%	77 200 000	708 036	103 161	77 804 875
JUIN	2 005	3,60%	200 000 000			200 000 000
NOVEMBRE	2 005	3,73%	90 000 000	1 415 744	143 695	91 272 049
NOVEMBRE	2 005	3,73%	10 000 000	182 330	18 506	10 163 824
JANVIER	2 006	3,73%	10 000 000	215 657	21 888	10 193 769
NOVEMBRE	2 006	4,451%	115 000 000			115 000 000
NOVEMBRE	2 006	4,195%	108 000 000	54 768	5 051	108 049 717
DECEMBRE	2 006	4,491%	395 000 000			395 000 000
JUILLET	2 007	4,945%	105 000 000	22 967	2 420	105 020 547
DECEMBRE	2007	5,245%	57 000 000	227 632	22 901	57 204 731
JUIN	2008	6,195%	234 000 000(*)	102 960	5 329	234 097 631
DECEMBRE	2008	6,195%	71 000 000	276 900	227	71 276 673
TOTAL	GENERAL		2 677 429 441	4 261 884	862 839	2 680 828 486

(*) La souscription de 234 000 000 euros sur le premier semestre se décompose en 219 000 000 euros de Titres Subordonnés Remboursables et 15 000 000 euros de souscription de prêt subordonné présentant des caractéristiques identiques

b) CREANCES ET DETTES (en euros)

Les créances et dettes constatées au 31 décembre 2008 se présentent comme suit :

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières (1)	35 354 775	35 354 775	
Autres créances			
TOTAL GENERAL	35 354 775	35 354 775	

(1) Intérêts courus non échus des souscriptions de titres subordonnés, présentés en immobilisations financières

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	+ 1 an, 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes d'établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers (2)	2 715 302 731	393 787 091	846 506 624	1 475 009 016
Charges à payer dividende				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 056 036	1 056 036		
Etat : autres impôts, taxes assimilées	332 510	332 510		
Groupe et associés				
TOTAL GENERAL	2 716 691 277	395 175 637	846 506 624	1 475 009 016

(2) Emissions de titres subordonnés :

- Nominal : 2 677 429 441
- Primes d'émission au-dessus du pair : 3 536 199
- (taux d'émission supérieur à 100 %) (*)
- Intérêts courus non échus : 34 337 091

(*) Les primes d'émission nettes au-dessous du pair (202 809,44) sont présentées à l'actif

	Début exercice	Augmentations	Dotations Amt	Fin exercice
Primes d'émission des TSR émis en dessous du Pair	480 545		277 736	202 809

c) PROVISIONS (en euros)

Les provisions pour la situation au 31 décembre 2008 sont les suivantes :

RUBRIQUES	Début exercice	Dotations	Reprises	Fin exercice
Provisions pour impôts (1)	392 290			392 290
TOTAL GENERAL	392 290			392 290

(1) Cette provision pour impôts d'un montant de 392 290 euros correspond à la charge future d'impôt sur les sociétés calculée sur la base des coupons courus 1992 des TSR souscrits auprès des caisses régionales, dont l'imposition est reportée à la date de cession ou de remboursement des titres.

d) COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL (en Euros)

Le capital social est fixé à 750 000 euros et divisé en 50 000 actions de 15 Euros chacune (AGE du 18 juin 1999)

Principal actionnaire : Les Caisses Régionales.

e) VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (en euros)

	Capital	Réserves	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	CAPITAUX PROPRES
31/12/2006 avant affectation	750 000	941 720	142 958	325 278	2 159 956
Affectation du résultat (1)			275 278	-325 278	-50 000
Autres variations					
Résultat 31/12/2007				172 504	172 504
31/12/2007 avant affectation	750 000	941 720	418 236	172 504	2 282 460
Affectation du résultat (2)			122 504	-172 504	-50 000
Autres variations					
Résultat 31/12/2008				270 802	270 802
31/12/2008 avant affectation	750 000	941 720	540 740	270 802	2 503 262

(1) Distribution de dividendes d'un montant de 50 000 euros en 2007

(2) Distribution de dividendes d'un montant de 50 000 euros en 2008

f) ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DE BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT (En K€)

RUBRIQUES	Entreprises liées
ACTIF IMMOBILISE	
Autres titres immobilisés et prêt	2 680 828
Autres immobilisations financières	35 355
DETTES	
Emprunts et dettes/Etablissements de crédit	
Dettes fournisseurs, comptes rattachés	898
Autres dettes	
CHARGES	
Autres achats et charges externes	
- Commissions sur emprunts	4 347
- Autres charges diverses d'exploitation	6
Autres charges	
PRODUITS	
Commissions sur prêts	
Autres produits financiers	131 427

g) ENGAGEMENTS HORS BILAN (en euros)

RUBRIQUES	Montant hors bilan		
	31/12/2008		31/12/2007
Autres engagements reçus :			
Sur les émissions d'emprunts RADIAN : (1)			
- capital	2 677 429 441		2 755 200 950
- intérêts courus non échus	34 337 091		31 324 463
- intérêts non courus, non échus	750 051 879		651 428 306
TOTAL	3 461 818 411		3 437 953 719

(1) Crédit Agricole SA garantit le remboursement du nominal et des intérêts des émissions des emprunts RADIAN.

h) IDENTITE DES SOCIETES MERES CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

DENOMINATION SOCIALE ET SIEGE SOCIAL	Forme	Montant capital
Crédit Agricole S.A. 91/93, Boulevard Pasteur - 75015 PARIS	SA	6 679 027 488

Les comptes de la société sont inclus, suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés du Groupe Crédit Agricole.

III) RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

RADIAN S.A

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels

Période du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2008

RADIAN

Période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Radian, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

III. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

III. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables relatives aux titres émis et souscrits par votre société exposées dans l'annexe aux comptes annuels ainsi que des informations données dans l'annexe aux comptes annuels et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels ;

- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Neuilly-sur-Seine, le 31 mars 2009

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres

Valérie Meeus

IV) RAPPORT SUR LE CONTROLE INTERNE

L'Emetteur a annoncé par un communiqué de presse en date du 6 avril 2009, la mise à la disposition du public du rapport financier annuel au 31 décembre 2008 de Radian S.A. Le rapport financier annuel contient le rapport sur les procédures de contrôle interne mises en place par Radian S.A.

Le rapport sur le contrôle interne peut être consulté sur le site Internet de Crédit Agricole S.A. à la rubrique Radian dans l'espace « Information financière / Données relatives au groupe CA / Sociétés émettrices / Radian SA », rubrique "Information réglementée année 2008".

V) RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LE CONTROLE INTERNE

L'Emetteur a annoncé par un communiqué de presse en date du 6 avril 2009, la mise à la disposition du public du rapport financier annuel au 31 décembre 2008 de Radian S.A. Le rapport financier annuel contient le rapport sur les procédures de contrôle interne mises en place par Radian S.A.

Le rapport du commissaire aux comptes sur le contrôle interne peut être consulté sur le site Internet de Crédit Agricole S.A. à la rubrique Radian dans l'espace « Information financière / Données relatives au groupe CA / Sociétés émettrices / Radian SA », rubrique "Information réglementée année 2008".

VI) TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE au 31 décembre 2008

Tableau des flux de trésorerie de Radian (en K€)		
	dec-08	dec-07
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat net	271	172
Effet des éléments non monétaires inclus dans le résultat	3	-66
Variation du besoin en fonds de roulement	134	176
Flux nets de trésorerie générés par l'activité (1)	408	282
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Acquisition d'immobilisations financières	-305 380	-164 294
Cessions d'immobilisations financières	382 772	66 620
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (2)	77 392	-97 674
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Dividendes versés aux actionnaires	-50	-50
Emissions d'emprunts	305 380	162 253
Remboursement d'emprunts	-382 772	-66 620
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (3)	-77 442	95 583
Variation de trésorerie (1 + 2 + 3)	358	-1 809
Trésorerie d'ouverture	799	2 608
Trésorerie de clôture	1 157	799
Variation de trésorerie	358	-1 809

Depuis le 31 décembre 2008, la variation des intérêts courus non échus (prêteur et emprunteur) ainsi que l'amortissement des décotes / surcotes sont présentés dans la partie opérationnelle du tableau des flux de trésorerie au lieu de la partie financement / investissement. De plus, les montants des émissions et des souscriptions de la période sont désormais présentés de manière décompensée.

VII- RESULTAT DES CINQ DERNIERS EXERCICES (EN EUROS)

DATE D'ARRETE Durée de l'exercice	31/12/2008 12 mois	31/12/2007 12 mois	31/12/2006 12 mois	31/12/2005 12 mois	31/12/2004 12 mois
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	750 000	750 000	750 000	750 000	750 000
Nombre d'actions					
- ordinaires	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires H.T.					
Résultat avant impôts, participation, dotations amortissements et provisions	1 926 563	1 970 674	2 188 975	1 837 602	1 977 813
Impôts sur les bénéfices	237 452	157 939	95 723	93 462	101 518
Participation des salariés					
Dotations amortissements et provisions	1 418 309	1 640 231	1 767 974	1 701 525	1 757 973
Résultat net	270 802	172 504	325 278	42 615	118 322
Résultat distribué (*)	50000 (*)	50 000	50 000	50 000	50 000
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dotations amortissements et provisions	33,8	36,3	41,9	34,9	37,5
Résultat après impôt, participation, dotations amortissements et provisions	5,4	3,5	6,5	0,9	2,4
Dividende attribué	1,0 (*)	1,0	1,0	1,0	1,0
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	0	0	0	0	0
Masse salariale	0	0	0	0	0
Sommes versées en avantages sociaux (Sécurité Sociale, oeuvres sociales...)	0	0	0	0	0

(*) montant proposé à l'AG arrêtant les comptes du 31/12/2008

CHAPITRE VI

ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

6.1. Composition et fonctionnement des organes d'administration, de direction

6.1.0. Composition des organes d'administration, de direction

Président :

Monsieur Jean PHILIPPE : Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Pyrénées Gascogne
Date de la première nomination et échéance du mandat : 20 septembre 2006 – 2009

Administrateurs :

Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord de France représentée par Monsieur Jacques DURAND, Directeur Général Adjoint
Date de la première nomination et échéance du mandat : 30 juin 2003 – 2009

Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente Périgord représentée par Monsieur François MACE, Directeur Général
Date de la première nomination et échéance du mandat : 30 juin 2003 – 2009

Caisse Régionale de Crédit Agricole Champagne-Bourgogne représentée par Monsieur Pierre FORT, Directeur Général Adjoint
Date de la première nomination et échéance du mandat : 20 juin 2007 – 2010

CAAM Group (anciennement SEGESPAR) représenté par Monsieur Andrew WATSON, Directeur Epargne Entreprise de Crédit Agricole Asset Management
Date de la première nomination et échéance du mandat : 4 septembre 1989-2011

Monsieur Olivier NICOLAS, Directeur Général de RADIANT et Directeur de la Gestion Financière de Crédit Agricole S A
Date de la première nomination et échéance du mandat : 29 mars 2000 – 2011

Madame Sylvie VERNET-GRUOT, Directeur Général Adjoint de CACEIS Corporate Trust
Date de la première nomination et échéance du mandat : 22 septembre 2005-2009

Direction

Monsieur Olivier NICOLAS, Directeur Général

Contrôle

Commissaires aux comptes

Titulaire

ERNST & YOUNG et Autres, 41, rue Ybry - 92576 Neuilly sur Seine Cedex
Société représentée par Valérie MEEUS

Suppléant

Société Picarle et Associés, 11, allée de l'Arche 92400 Courbevoie

Responsable de l'information

Monsieur Olivier NICOLAS

6.1.1. Fonctionnement des organes d'administration, de direction

A) Nombre et dates des réunions du conseil d'administration, du directoire :

- 1 réunion du Conseil d'administration a eu lieu le 19 mars 2008
- 1 réunion du Conseil d'administration a eu lieu le 18 juin 2008
- 1 réunion du Conseil d'administration a eu lieu le 28 août 2008

B) Comités constitués par l'organe d'administration, de direction :

Aucun comité n'a été mis en place par l'organe d'administration, de direction pour RADIANT S.A

C) Audit et Gouvernement d'entreprise

La préparation et l'organisation des travaux du conseil d'administration de la société Radian sont présentées dans le rapport du président sur le contrôle interne figurant dans le rapport financier annuel de Radian mis à disposition du public le 6 avril 2009.

6.2. Intérêts des dirigeants dans le capital de l'Emetteur

6.2.0. La répartition des jetons de présence est déterminée par le Conseil (art.14.6 des statuts). Il n'a pas été attribué de jetons de présence

6.2.1. Options de souscription ou d'achat d'actions
Sans objet

6.2.2. Actionnariat

Toutes les Caisses Régionales, au nombre de 39 au 31 décembre 2008, sont représentées au sein du capital. 8 Caisses Régionales détiennent chacune plus de 5 % du capital social : CRCAM du Languedoc (3655 actions, soit 7,31 %) CRCAM Nord Midi Pyrénées (3 481 actions, soit 6,96 %), CRCAM de Champagne-Bourgogne (3 434 actions, soit 6,87 %), CRCAM Brie Picardie (3 118 actions, 6,24 %), CRCAM de Charente-Périgord (3 005 actions, soit 6,01 %), CRCAM de sud Rhône Alpes (2 838 actions, soit 5,68 %), CRCAM des Savoie (2 694 actions, soit 5,39 %), et CRCAM Pyrénées-Gascogne (2 536 actions, soit 5,07 %).

Au sein du Conseil d'Administration, présidé par un Directeur Général de Caisse Régionale, sont présentes ou représentées 3 Caisses Régionales qui figurent parmi celles participant régulièrement aux émissions de titres effectuées par la SA RADIANT.

6.2.3. Principaux actionnaires

Les principales Caisses régionales sont représentées ainsi aucun contrôle n'est exercé de manière abusive.

6.3. Mention des schémas d'intéressement du personnel :
Sans objet

6.3. Conflit d'intérêt :

Il n'y a aucun conflit d'intérêt potentiel entre les devoirs à l'égard de la société RADIANT de l'une quelconque des personnes composant l'organe d'administration et de direction et leurs intérêts privés.

CHAPITRE VII

EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

7.1. EVOLUTION RECENTE

RADIAN SA a procédé en décembre 2008 à une émission de titres subordonnés remboursables, sous la forme d'une émission publique dans le réseau de 71 Meuros, d'une durée de 10 ans, avec un taux fixe de 6,05 %; cette émission a été effectuée pour le compte de 2 Caisses régionales.

7.2. PERSPECTIVES D'AVENIR

RADIAN S.A, qui bénéficie de la garantie de Crédit Agricole s A, demeure le principal instrument de levée de fonds propres complémentaires pour les Caisses régionales de Crédit Agricole. De ce fait, son activité future restera rythmée par les demandes ponctuelles des Caisses Régionales.

En 2008, pour permettre aux Caisses régionales de maintenir des ratios de solvabilité CRD élevés en levant des fonds propres complémentaires, la SA RADIAN leur a proposé deux émissions en fonction de leurs besoins. Le produit de l'émission de décembre 2008 et des futures émissions de TSR RADIAN, sera désormais placé sous forme de Bons à Moyen Terme Subordonnés (BMTN subordonnés) émis par les Caisses Régionales. Cette nouvelle structuration des émissions de RADIAN S.A a reçu l'accord de la Commission Bancaire.

CHAPITRE VIII

ACTUALISATION LIEE A L' ENTREE EN VIGUEUR DU REGLEMENT EUROPEEN N°809/2004 DU 29 AVRIL 2004 PRIS EN APPLICATION DE LA DIRECTRICE 2003/71/CE DITE « DIRECTRICE PROSPECTUS »

ORGANES D' ADMINISTRATION , DE DIRECTION

ORGANIGRAMME

La société RADIAN reste l'instrument privilégié de levée de fonds propres complémentaires pour les Caisses régionales de Crédit Agricole.

Les Caisses régionales sollicitent RADIAN S.A afin de chercher à maintenir le niveau de leurs ratios de solvabilité CRD (Capital Requirements Directive) en levant des fonds propres sous la forme de BMTN Subordonnés.

INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE , LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR - CHANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SITUATION DE L'EMETTEUR

Il n'existe aucun changement significatif de la situation financière de RADIAN depuis la publication du rapport financier annuel au 31 décembre 2008 mis à la disposition du public en date du 6 avril 2009.. Il ne s'est produit aucun événement récent propre à l'émetteur et intéressant, dans une mesure importante, l'évaluation de sa solvabilité .

TENDANCES

Aucune détérioration significative n'a affecté les perspectives de l'émetteur depuis la date de ses derniers états financiers vérifiés et publiés.

Aucun événement ou tendance connue n'est susceptible d'influer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur pour l'exercice en cours

DEUXIEME PARTIE : LE GARANT

CHAPITRE III

RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LE GARANT ET SON CAPITAL

Se reporter :

- au document de référence du garant déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 27 mars 2009 sous le numéro D.09-0163,
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 12 mai 2009 sous le numéro D.09-0163-A01
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 25 mai 2009 sous le numéro D.09-0163-A02

CHAPITRE IV

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DU GARANT

Se reporter :

- au document de référence du garant déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 27 mars 2009 sous le numéro D.09-0163,
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 12 mai 2009 sous le numéro D.09-0163-A01
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 25 mai 2009 sous le numéro D.09-0163-A02

CHAPITRE V

PATRIMOINE - SITUATION FINANCIERE - RESULTATS DU GARANT

Se reporter :

- au document de référence du garant déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 27 mars 2009 sous le numéro D.09-0163,
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 12 mai 2009 sous le numéro D.09-0163-A01
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 25 mai 2009 sous le numéro D.09-0163-A02

CHAPITRE VI

GOUVERNANCE D'ENTREPRISE ET CONTROLE INTERNE

Se reporter :

- au document de référence du garant déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 27 mars 2009 sous le numéro D.09-0163,
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 12 mai 2009 sous le numéro D.09-0163-A01
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 25 mai 2009 sous le numéro D.09-0163-A02

CHAPITRE VII

EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES D'AVENIR DU GARANT

Se reporter :

- au document de référence du garant déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 27 mars 2009 sous le numéro D.09-0163,
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 12 mai 2009 sous le numéro D.09-0163-A01
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 25 mai 2009 sous le numéro D.09-0163-A02

En complément aux renseignements publiés dans les documents mentionnés ci-dessus, le Garant porte à la connaissance du public l'information suivante qui a été publiée en date du 14 mai 2009 sur le site de l'AGCM http://www.agcm.it/agcm_ita/COSTAMPA/COSTAMPA.NSF.

Note sur la procédure d'infraction déclenchée par l'AGCM.(organisme chargé de la concurrence en Italie) :

« A la suite du déclenchement par l'AGCM, en date du 14 mai, d'une procédure d'infraction à l'encontre d'Intesa SanPaolo, et durant les discussions engagées entre les parties prenantes, Crédit Agricole S.A. et Generali ont décidé de suspendre les effets de leur accord signé pour une période expirant au plus tard le 30 juin 2009. A ce jour, Crédit Agricole S.A. n'anticipe pas de remise en cause, au deuxième trimestre, du traitement comptable, tel qu'annoncé dans son communiqué de presse du 6 mai 2009 et expliqué dans l'actualisation A-02 de son document de référence 2008 en page 83 de la présentation des résultats du premier trimestre 2009".

A découper et à adresser à :



CRÉDIT AGRICOLE SA
Service des Publications
91/93 Boulevard Pasteur - 75015 - PARIS

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal :

Désire recevoir :

- ☐ le document de référence du garant ayant reçu le numéro de dépôt D.09-0163 de l'Autorité des Marchés financiers en date du 27 mars 2009
- ☐ l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 12 mai 2009 sous le numéro D.09-0163-A01,
- ☐ l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 25 mai 2009 sous le numéro D.09-0163-A02
- ☐ du prospectus RADIANT ayant reçu de l'Autorité des marchés financiers le numéro de visa 08-120 en date du 9 juin 2008 pour les comptes 2007

